

# aspects statistiques

économie genevoise: rétrospective 1986  
avec quelques éléments de prévision pour 1987

n° 55  
février 87

SOMMAIRE	Page
Introduction	1
Résumé	2
Rapport	6



Pour le canton de Genève, le bilan 1986 - tel qu'il apparaît au travers des données statistiques disponibles - est en résumé le suivant :

**Croissance démographique modérée, évolution favorable de l'emploi**

En 1986, la population du canton a augmenté de 2 091 personnes pour se fixer, à fin décembre, à 360 431 habitants. Le gain annuel est supérieur à celui de 1985 (+ 1 261), mais inférieur à la moyenne des cinq dernières années (+ 2 900 en 1982/1986). Le nombre d'emplois dans l'ensemble des entreprises du canton avait très fortement augmenté entre les deux derniers recensements, réalisés en 1982 et 1985 : + 17 000 en trois ans (+ 5 700 par an en moyenne). En 1986, la croissance s'est poursuivie puisque les statistiques de la main-d'oeuvre étrangère font état d'une progression totale (y compris les internationaux) de 4 020 entre août 1985 et août 1986, alors que le nombre de chômeurs diminuait, en moyenne annuelle, de 11,1 % de 1985 à 1986.

**Construction de logements : dans la moyenne**

Si le coût prévu des bâtiments mis en chantier en 1986 dépasse à nouveau le milliard de francs (1 082 Mio F), il marque un recul important par rapport à l'année record 1985 (1 443 Mio F). Les bâtiments sans logement représentent largement plus de la moitié du total (599 Mio F en 1986), alors que le chiffre relatif aux bâtiments avec logements (483 Mio F en 1986) est nettement inférieur à ceux des deux années antérieures (716 Mio F en 1985, 571 Mio F en 1984).

1 813 logements neufs ont été mis sur le marché en 1986, chiffre dans la moyenne des années quatre-vingts (entre 1 700 et 2 000), 1985 constituant l'exception (2 146 logements construits). L'évolution des requêtes et des autorisations de construire ne permet pas d'envisager un accroissement de la production de logements dans les prochaines années.

**Economie genevoise : croissance moins forte, mais encore des résultats satisfaisants**

L'économie genevoise a, dans l'ensemble, enregistré de bons résultats en 1986, même s'ils furent moins brillants qu'en 1984-85. Le commerce extérieur avait connu une année 1984 exceptionnelle. 1985 était nettement en retrait, tout en restant très supérieure aux années d'avant 1984. En 1986, les importations ont augmenté, en valeur, de 1,3 % alors que les exportations diminuaient de 4,3 %. En ce qui concerne les importations, à signaler que celles de biens de consommation ont connu une croissance forte (+ 5,1 %) tandis que les biens d'équipement plafonnaient (- 0,7 %). Quant aux exportations, leur diminution est provoquée notamment par celles de la bijouterie (-25,3 %) et de la métallurgie (- 10,3 %). Mais la chimie (+ 1,9 %), l'industrie des machines (+ 11,6 %) et l'horlogerie (+ 5,2 %) accroissent leurs ventes à l'étranger.

Les prix à la consommation n'ont augmenté que de 1,0 % en 1986 (+ 4,3 % en 1985). Evolution contraire des prix des marchandises importées, qui diminuent de 5,4 %, et des biens et services indigènes, qui augmentent de 3,5 %. La masse des salaires versés par les entreprises du canton s'est accrue de 5,4 % entre les trois premiers trimestres de 1985 et 1986. En valeur réelle, le taux de croissance se fixe à 3,5 %, contre 2,6 % un an auparavant.

Dans l'industrie, l'enquête trimestrielle sur l'évolution de la conjoncture a mis en évidence un fléchissement progressif en 1986, parallèle mais un peu plus accentué que celui constaté dans l'ensemble de la Suisse. Il est dû en particulier à la diminution des entrées de commandes.

# économie genevoise : rétrospective 1986

## avec quelques éléments de prévision pour 1987

---

### INTRODUCTION

Chaque début d'année, le service cantonal de statistique (SCS) produit un rapport où sont passés en revue les faits pour lesquels des données statistiques significatives sont disponibles sur le plan cantonal. Au fil des ans, des lacunes importantes ont pu être comblées et il a paru maintenant possible d'assurer à ce **rapport économique annuel** une diffusion élargie, par le canal des "Aspects statistiques".

Cette collection s'enrichit ainsi d'un cahier qui paraîtra chaque année avant la fin du mois de février. Sa partie **rétrospective** est fondée sur des données mensuelles, trimestrielles ou annuelles arrêtées pour la plupart à fin décembre. Sa partie **perspective** est, forcément, moins substantielle : manque d'éléments solides, prudence excessive du statisticien ? elle se réduit dans certains cas à peu de chose, ou même fait défaut. Mais il est permis d'espérer qu'avec le perfectionnement de la connaissance chiffrée de la réalité genevoise, le côté perspectif de ce rapport pourra encore se développer dans le futur.

Ont été choisies les **principales séries statistiques** démographiques et économiques figurant dans le bulletin trimestriel du SCS. Font exception le chapitre "emploi", avec l'introduction cette année des résultats, encore peu connus, du recensement fédéral des entreprises de 1985, et deux chapitres pour lesquels on ne dispose sur le plan cantonal que d'informations de nature qualitative, d'ailleurs lacunaires : le commerce de détail et la banque.

Les thèmes sont classés dans l'ordre de la liste des domaines d'activité du SCS :

- |   |  |
|---|--|
| 1. Population résidente   | 9. Commerce de détail                      |
| 2. Emploi   | 10. Banques                                |
| 3. Marché du travail  | 11. Voitures neuves mises en circulation   |
| 4. Agriculture  | 12. Hôtellerie                             |
| 5. Electricité  | 13. Trafic aérien                          |
| 6. Industrie  | 14. Secteur international                  |
| 7. Construction   | 15. Commerce extérieur                     |
| 8. Logements inoccupés, nouvelles demandes de logements et locaux commerciaux vacants | 16. Salaires et mouvement de fonds des CCP |
|   | 17. Prix et consommation                   |

avec quelques éléments de prévision pour 1987

1986

1987

### 1. Population résidante

En 1986, la population du canton a augmenté de 2 091 personnes pour se fixer, à fin décembre, à 360 431 habitants. L'évolution démographique du canton reste relativement instable avec, durant la dernière décennie, des gains annuels variant entre 1 261 (en 1985) et 4 926 (en 1982).

L'évolution de la population du canton dépend d'abord des migrations. L'autre composante du mouvement démographique - le mouvement naturel - étant à la fois plus faible et plus stable.

Pour 1986, le gain naturel s'établit à + 785 (3 870 naissances et 3 085 décès), le gain migratoire à + 1 306 (28 101 arrivées et 26 795 départs).

A signaler que depuis cinq ans, les migrations de Suisses se soldent par des déficits (davantage de départs que d'arrivées). En 1986, le gain migratoire total (+ 1 306) résulte d'un déficit particulièrement important chez les Suisses (- 2 025), compensé par un gain migratoire de + 3 331 étrangers, dû en bonne partie aux stabilisations de saisonniers ainsi qu'aux regroupements familiaux.

### 2. Emploi

La main-d'oeuvre étrangère active dans le canton a fortement augmenté : en une année (août 1985/août 1986), + 4 020 contre + 3 038 un an auparavant. Toutes les catégories de permis participent à cette augmentation. Dans l'ordre : permis B (annuel) + 1 218; frontaliers + 1 114; permis C (établissement) + 993; saisonniers + 400; internationaux (exempts) + 295. A noter que l'effectif des travailleurs frontaliers sous contrôle dépasse pour la première fois la barre des 25 000 : 25 556 en août 1986.

L'évolution de l'emploi global peut être analysée selon les recensements réalisés auprès des entreprises (1975, 82, 85). Il n'existe pas actuellement de source sûre permettant de disposer de chiffres annuels. Depuis 1975, la croissance des emplois a été très forte à Genève : en moyenne, + 3 300 emplois par an de 1975 à 1982 et + 5 700 de 1982 à 1985. A relever que l'accroissement de 40 100 emplois en dix ans (1975-1985) se répartit à peu près pour moitié entre Suisses (+19 900) et étrangers (+ 20 200).

En septembre 1985, sur un total de 241 400 emplois, 93 800 (ou 38,9 %) étaient occupés par des femmes, 106 700 (ou 44,2 %) par des étrangers alors que 32 300 (ou 13,4 %) étaient des emplois à temps partiel.

### 3. Marché du travail

La plupart des indicateurs disponibles font état d'une amélioration en 1986 : en valeurs moyennes, le nombre de chômeurs régresse de 11,1 % par rapport à 1985; le taux de chômage passe de 1,2 à 1,0 % de la population résidante active; le volume des offres d'emploi progresse de 14,9 %.

Seule ombre au tableau : une sensible remontée du nombre des chômeurs complets en fin d'année. A fin décembre, leur effectif est de 2 015 (contre 1 853 un an auparavant).

Sur 100 chômeurs, on compte en 1986 41 femmes et 59 hommes; 56 Suisses et 44 étrangers.

Compte tenu de l'instabilité des migrations, toute prévision est aléatoire. Les mouvements migratoires se solderont encore probablement par un excédent important chez les étrangers et la population résidante du canton devrait augmenter dans une marge de 1 500 à 2 500 personnes.

Si les conditions générales (marché de l'économie, contrôle de l'immigration) ne se modifient pas notablement, l'effectif de la population active étrangère poursuivra une progression ininterrompue depuis 1978.

Il n'est pas exclu que le perfectionnement des méthodes de recensement, de 1975 à 1985, ait conduit à une certaine surévaluation de l'augmentation des emplois dans le canton. Néanmoins, on peut considérer que 1986 et 1987 se placent dans la tendance d'une croissance soutenue.

A Genève, comme dans l'ensemble du pays, le plein emploi est pratiquement atteint. Un chômage structurel, ou "résiduel", correspondant à un taux de l'ordre de 1 % de la population active, paraît difficile à éliminer.

#### 4. Agriculture

Automne 85 trop sec, printemps 86 froid et humide, plusieurs chutes de grêle : les conditions météorologiques n'ont pas été particulièrement favorables pour la production agricole. Dans la viticulture, la quantité de vin produite est inférieure à celle des quatre années précédentes, mais la qualité promet d'être excellente. Les quantités de céréales prises en charge par la Confédération sont en recul de 20 % par rapport à 1985. Les cultures fruitières et maraîchères ont beaucoup souffert des caprices de la météorologie.

Toute prévision est "par nature" impossible pour la production agricole.

#### 5. Electricité

La consommation totale du réseau genevois a, pour la première fois, dépassé le seuil des 2 milliards de kWh en 1986, augmentant de 4,4 % en un an.

Pas d'éléments de prévision pour 1987.

A relever que la production cantonale couvre environ 37 % des besoins (chiffre de 1985) et que ces besoins se répartissent de la manière suivante : 24 % pour les ménages privés, 14 % pour les usages collectifs (éclairage public, services d'immeubles, etc.) et 56 % pour les activités économiques (reste environ 6 % pour pertes et écarts de relevés).

#### 6. Industrie

L'enquête mensuelle sur l'évolution de la conjoncture dans l'industrie a mis en évidence un fléchissement progressif en 1986, en particulier en ce qui concerne l'entrée de commandes et l'état des carnets de commandes. Bien que parallèle, le mouvement est plus marqué à Genève que dans l'ensemble du pays.

Les chefs d'entreprises font preuve d'un relatif optimisme et tablent dans l'ensemble sur une stabilisation.

Par branche économique :

**Alimentation, boissons, tabacs :** année satisfaisante malgré un léger recul sur 1985.

**Arts graphiques :** activité et demande ralenties à partir du 2e trimestre.

**Chimie :** forte diminution de la demande effective au cours du 4e trimestre.

**Métallurgie :** demande irrégulière avec une tendance à la diminution.

**Machines et appareils :** situation peu satisfaisante, caractérisée par l'évolution négative de la demande étrangère.

**Horlogerie, bijouterie :** année dans l'ensemble satisfaisante; production élevée et emploi en hausse, mais la demande effective a faibli au second semestre.

#### 7. Construction

Le coût prévu des bâtiments mis en chantier en 1986 a fortement reculé par rapport à 1985 (- 25 %), pour retrouver à peu près le niveau de 1984. Le recul est plus marqué pour les bâtiments avec logements (- 32,5 %) que sans logement (- 17,6 %). 1 813 logements neufs ont été construits en 1986 : chiffre dans la moyenne des années quatre-vingts, mais inférieur à celui de 1985 (2 146).

Le recul du nombre des logements autorisés (1 581 en 1986 contre 1 829 en 1985) et des logements mis en chantier (1 495 contre 2 333) ne permet pas d'envisager une augmentation de la production de nouveaux logements en 1987 et au-delà.

#### 8. Logements inoccupés, nouvelles demandes de logement

1 613 logements inoccupés ont été dénombrés au 1er juin 1986, contre 1 346 un an auparavant. La majorité sont des logements vides (1 170) et le nombre de logements vacants non meublés reste très faible : en tout 396, dont 158 seulement à louer.

Compte tenu de l'évolution du mouvement de la construction, le taux de vacance (2,4 logements vacants pour mille logements disponibles en 1986) va demeurer très bas et la demande, orientée à la hausse, restera forte.

Les demandes de logement sont en augmentation : 4 081 en 1986 (contre 3 758 en 1985), dont 2 344 émanent de personnes congédiées ou sans logement.

9. Commerce de détail

Année favorable à l'échelon national (chiffre d'affaires nominal en hausse d'environ 3,6 %). Une certaine amélioration du pouvoir d'achat des consommateurs a stimulé la demande, compensant le manque à gagner dû au fléchissement du tourisme étranger. A Genève, les grands magasins se déclarent très satisfaits, alors que dans le textile et, surtout, dans le commerce de luxe (baisse des revenus pétroliers, recul du tourisme) les résultats sont décevants.

L'année 1987 devrait être satisfaisante, mais le commerce de luxe pourrait encore connaître une année maussade.

10. Banques

Les atouts fondamentaux de la Suisse continuent de favoriser l'évolution de cette branche et les résultats de 1986 sont bons.

Les perspectives restent optimistes, même si un certain ralentissement n'est pas à exclure.

11. Voitures neuves mises en circulation

Après trois années de baisse, la tendance est à nouveau à la hausse : le nombre de voitures neuves mises en circulation dans le canton de janvier à octobre a augmenté de 1,8 % entre 1985 et 1986. La perspective de l'entrée en vigueur des nouvelles normes anti-pollution a influencé les ventes.

Pas d'élément de prévision pour 1987.

12. Hôtellerie

Année maussade : les chiffres des dix premiers mois (janvier-octobre) indiquent une baisse du nombre des nuitées de 10,3 % par rapport à 1985 (- 1,8 % sur le plan suisse).

Les milieux de l'hôtellerie n'escomptent pas une amélioration importante.

Les causes - nombreuses - sont connues : attentats terroristes, Tchernobyl, revenus pétroliers en baisse, etc. A Genève, le recul de la clientèle des USA est particulièrement fort : - 29,9 %, alors que la demande indigène diminue aussi (- 1,8 %), mais moins fortement que la demande étrangère.

13. Trafic aérien

5,12 millions de passagers ont été enregistrés à Cointrin en 1986, soit une croissance de 0,5 % par rapport à 1985, nettement plus faible que celle constatée un an auparavant (+ 4,9 %). Les résultats du deuxième et troisième trimestres ont été décevants, probablement pour les raisons invoquées au point 12 (hôtellerie), mais ceux du quatrième trimestre étaient à nouveau très satisfaisants. Dans l'ensemble, le trafic régulier local a mieux résisté (+ 2,8 % en 1986) que le trafic charter (- 6,7 %) et le transit (- 8,4 %).

Pas d'élément de prévision.

Le fret, après un essor très vif en 1983 (+ 12,5 %) et 1984 (+ 15,6 %), avait connu une croissance plus calme en 1985 (+ 2,5 %). En 1986, on enregistre une baisse de - 3,8 %.

14. Secteur international

D'avril 1985 à avril 1986, les emplois dans le secteur international ont augmenté de 3,7 %, taux supérieur au taux annuel moyen de la période 1980-1985 (+ 1,3 %). Le secteur international, tel qu'il est défini pour l'enquête annuelle que réalise le SCS, comprend les 15 organisations internationales gouvernementales (OIG), les missions permanentes et les 10 principales organisations non gouvernementales (OING). Ce secteur totalise environ 22 000 emplois en avril 1986.

Les perspectives annoncées en avril 1986 par les OIG tablent sur une stabilisation des effectifs et une faible progression des réunions se tenant à Genève, alors que pour les dépenses, on envisage une légère diminution, au mieux un plafonnement.

Entre les deux derniers relevés, les emplois ont augmenté de 0,8 % dans les OIG, de 10,9 % dans les missions permanentes et de 7,4 % dans les 10 principales OING.

Le montant global des dépenses des 25 organisations internationales couvertes par la statistique du SCS s'élève à 2,36 milliards de francs en 1985, en croissance de 8,4 % par rapport à 1984.

### 15. Commerce extérieur

Les importations du canton se sont accrues, en valeur, de 1,3 % en 1986 (contre une baisse de 8,7 % en 1985) tandis que les exportations ont diminué pour la deuxième année consécutive (- 3,3 % en 1985; - 4,3 % en 1986). Ces résultats globaux doivent être pris avec un certain recul, car ils sont fortement influencés par le commerce de pierres gemmes et métaux précieux, d'une part, et de produits pétroliers, d'autre part, commerce relativement indépendant de l'activité économique générale.

A signaler toutefois, pour ce qui est des exportations, l'important recul de la bijouterie (- 19,8 % en 1985; - 25,3 % en 1986), alors que l'horlogerie et l'industrie des machines enregistrent de bons résultats (respectivement, + 5,2 % et + 11,6 % en 1986).

### 16. Salaires et mouvement de fonds des CCP

La masse des salaires versés par les entreprises du canton (organisations internationales gouvernementales non comprises) a augmenté de 5,4 % entre 1985 et 1986 (chiffres des trois premiers trimestres).

En termes réels - compte tenu de la hausse moyenne des prix à la consommation à Genève - le taux de croissance se fixe à 3,5 %, contre 2,6 % un an auparavant.

Le mouvement de fonds des CCP de l'arrondissement de Genève s'est accru de 7,9 % en 1986, comme en 1985.

### 17. Prix et consommation

Dans le canton, les prix ont augmenté de 1,0 % en 1986, contre 4,3 % en 1985 (indice calculé de décembre à décembre). Le taux de renchérissement reste sensiblement plus élevé à Genève que dans l'ensemble de la Suisse (0,0 % en 1986; 3,2 % en 1985).

Sans le recul des prix des produits pétroliers, le taux genevois passerait, pour 1986, de 1,0 % à 3,0 %. Les prix des marchandises importées et ceux des biens et services indigènes ont évolué dans des sens opposés, les premiers diminuant de 5,4 %, les seconds augmentant de 3,5 %.

Pas d'éléments permettant une prévision pour le canton. Sur le plan national, les prévisions tablent sur la croissance : + 3,5 % à 4,5 % pour les importations et + 2,5 % à 3,6 % pour les exportations (en termes réels).

Selon les sources (grandes banques, instituts), la rémunération des salaires devrait s'accroître, sur le plan suisse, de 4,75 % à 5,0 %.

Compte tenu de l'évolution positive de la consommation privée et d'un faible taux d'inflation, le mouvement de fonds des CCP devrait connaître une croissance nominale au moins égale à celle des deux dernières années.

La plupart des prévisions relatives à l'indice suisse tablent sur une légère reprise du mouvement des prix en 1987 : les chiffres annoncés se situent entre 1,3 % et 2,0 %. Pour Genève, le SCS considère comme probable un taux de 1,5 % à 2,5 %.

Mais l'évolution des prix du pétrole et l'ampleur de la revalorisation du cours du franc suisse sont deux importants éléments d'incertitude.

Tableau 1.1

Canton de Genève

Population résidante selon l'origine

	Chiffres au 31 décembre			Variation annuelle		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1981	237 457	108 520	345 977	2 333	1 205	3 538
1982	238 809	112 094	350 903	1 352	3 574	4 926
1983	239 839	113 701	353 540	1 030	1 607	2 637
1984	240 984	116 095	357 079	1 145	2 394	3 539
1985	241 805	116 535	358 340	821	440	1 261
1986	242 352	118 079	360 431	547	1 544	2 091

Tableau 1.2

Canton de Genève

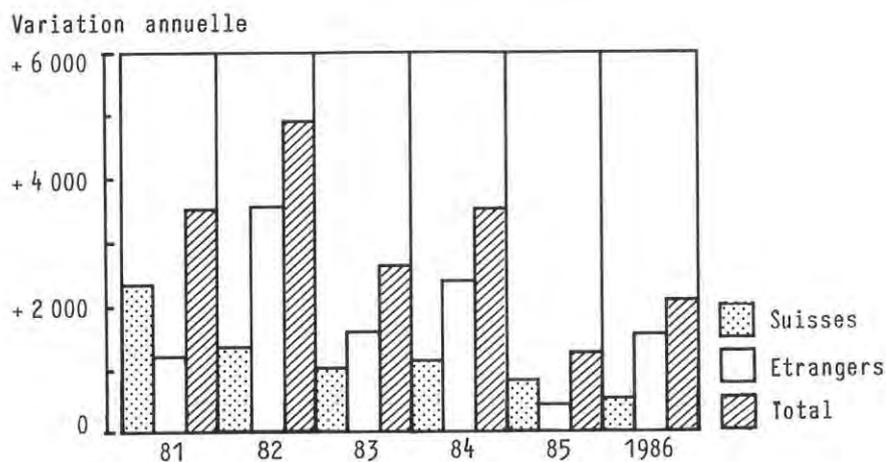
Mouvement naturel selon l'origine

	Naissances			Décès			Gain		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1981 <sup>1)</sup>	2 191	1 168	3 359	2 506	491	2 997	- 315	677	362
1982	2 323	1 259	3 582	2 664	459	3 123	- 341	800	459
1983	2 231	1 229	3 460	2 528	493	3 021	- 297	736	439
1984	2 284	1 195	3 479	2 613	516	3 129	- 329	679	350
1985	2 385	1 263	3 648	2 765	505	3 270	- 380	758	378
1986	2 524	1 346	3 870	2 536	549	3 085	- 12	797	785

1) Les chiffres de 1981 sont notablement inférieurs à la réalité par défaut d'enregistrement.

Graphique 1.a

Population résidante du Canton de Genève, selon l'origine



## 1. POPULATION RESIDANTE

### Population résidante selon l'origine

**1986** A fin décembre 1986, la population résidante permanente du canton (sans saisonniers)<sup>1)</sup> s'élève à 360 431. La variation annuelle, du 1er janvier au 31 décembre, est de + 2 091 personnes.

L'évolution de la population du canton se caractérise par des variations de forte amplitude d'une année à l'autre. Malgré la remontée du gain annuel total de 1 261 en 1985 à 2 091 en 1986, l'augmentation semble se stabiliser ces deux dernières années. En effet, après avoir atteint des sommets dans les années soixante (gain annuel variant entre 5 000 et 10 000 personnes), l'évolution positive de la population du canton avait ralenti considérablement pendant la décennie suivante (gain de 1 000 à 3 000 personnes), pour même s'inverser en 1975, année où le canton perdait 426 personnes. Il fallait remonter à 1950 pour relever une évolution négative (- 2 350). Depuis 1980, on assiste à des variations annuelles totales plus chaotiques qui se situent plutôt entre 2 000 et 5 000. Les années 1985-1986 pourraient indiquer l'amorce d'une évolution plus régulière de la population du canton.

La répartition de la population résidante selon l'origine se caractérise par une certaine stabilité (environ 2/3 de Suisses et 1/3 d'étrangers). La part des Suisses a toutefois tendance à diminuer de 1981 (68,6 %) à 1986 (67,2 %).

**1987** Les chiffres de 1985 et 1986 paraissent confirmer la stabilisation de l'évolution démographique qui semblait se faire jour en 1983, mais qui pouvait se révéler accidentelle au vu des résultats de 1984. 1987 devrait donc, en principe, voir la population du canton augmenter dans une marge de 1 500 à 2 500 personnes.

Il faut toutefois garder à l'esprit que l'évolution de la population résidante du canton est avant tout dépendante des migrations (immigrés-émigrés), le mouvement naturel (naissances-décès) n'intervenant que pour une part marginale. Il est donc prudent, dans toute tentative de prévision à court terme, de ne pas oublier que les flux migratoires sont soumis à des facteurs économiques et politiques difficilement prévisibles.

### Mouvement naturel selon l'origine

**1986** Le gain naturel du canton (naissances-décès), en baisse régulière depuis la fin de la période de forte natalité des années 60 (4 500 à 4 800 naissances par an), paraissait se stabiliser dès 1980 entre 350 et 450. Avec un solde positif de 785, 1986 fait-elle figure d'exception; s'agit-il d'une variation statistique aléatoire, ou au contraire est-ce l'indice d'une reprise de la natalité ? Il est encore trop tôt pour le dire. On peut néanmoins constater que cette reprise est particulièrement le fait de naissances suisses. Les décès, malgré le vieillissement de la population du canton, se situent régulièrement entre 3 100 et 3 300 par an.

**1987** Sans renouvellement massif de la population du canton par un apport extérieur (migrations), malgré l'encourageante progression des naissances en 1985 et 1986 et la stabilité des décès, le gain naturel du canton devrait se maintenir très proche de la moyenne de ces dernières années.

---

1) Déduction faite des 405 saisonniers résiduels, dont le permis est à cheval sur deux années.

Tableau 1.3

Canton de Genève

Gain migratoire selon l'origine et changements d'origine

	Gain migratoire			Changements d'origine			
	Suisse	Etrangers	Total	Par mariage	Naturalisation, réintégration, option	Par gains divers	Total
1981	266	2 910	3 176	449	1 446	484	2 379
1982	- 139	4 606	4 467	479	1 286	67	1 832
1983	- 430	2 628	2 198	456	1 271	30	1 757
1984	- 332	3 521	3 189	559	1 221	25	1 805
1985	- 1 274	2 157	883	519	1 428	528	2 475
1986	- 2 025	3 331	1 306	577	1 462	545	2 584

Tableau 1.4

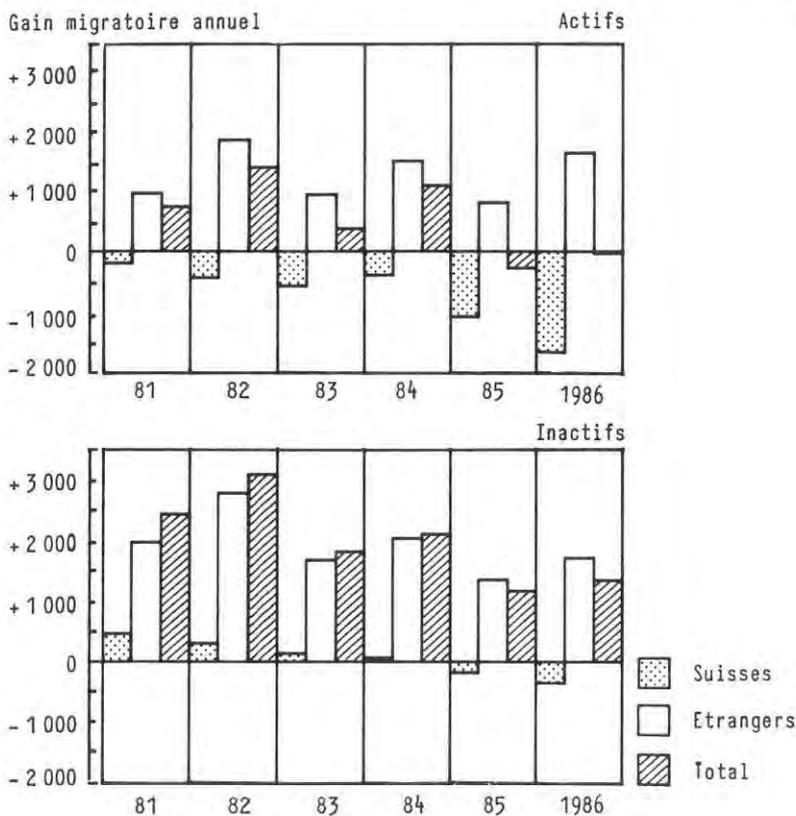
Canton de Genève

Gain migratoire selon l'activité

	Inactifs			Actifs		
	Suisse	Etrangers	Total	Suisse	Etrangers	Total
1981	468	1 958	2 426	- 202	952	750
1982	310	2 770	3 080	- 449	1 835	1 386
1983	137	1 686	1 823	- 567	942	375
1984	73	2 028	2 101	- 405	1 493	1 088
1985	- 178	1 343	1 165	- 1 096	814	- 282
1986	- 366	1 708	1 342	- 1 659	1 623	- 36

Graphique 1.b

Mouvement migratoire du Canton de Genève, selon l'activité et l'origine



### Gain migratoire selon l'origine

1986 Le gain migratoire 1986 (1 306) confirme le net ralentissement amorcé en 1983, qui faisait suite à la vague des années 1981-82. 1984 voyait le solde migratoire revenir au niveau de 1981 (3 189), mais était immédiatement suivi d'une chute brutale en 1985 (883).

L'année 1986 atteste donc du ralentissement de l'expansion démographique. Il faut toutefois être prudent dans l'interprétation des mouvements migratoires du canton, étant donné les écarts que peuvent provoquer des événements extra-démographiques, telle la conjoncture économique et politique.

Un aspect particulier du solde migratoire 1986 est la perte massive de population suisse (- 2 025). L'importance croissante de ce phénomène, du point de vue quantitatif (les pertes migratoires annuelles les plus élevées de ces trente-cinq dernières années se situent aux environs de 500), pose une question nouvelle : ne s'agit-il que d'une variation ponctuelle, ou l'ampleur étonnante et semble-t-il persistante de ce reflux laisse-t-elle présager des changements structurels plus profonds ?

Le gain migratoire étranger se place quant à lui dans la moyenne de ces cinq dernières années. Il se monte à 3 331, dont une part importante, selon d'autres sources<sup>1)</sup>, serait la conséquence des regroupements familiaux de travailleurs étrangers, principalement portugais. Ces derniers forment, en effet, le 53,1 % du gain migratoire étranger 1986, suivis par les Espagnols (9,0 %), les Français (6,5 %) et les Yougoslaves (3,3 %).

1987 Le niveau global du solde migratoire devrait, selon toute probabilité, se maintenir au-dessous de celui des années 1981-82 (+ 3 000 à 4 000), même si l'on peut considérer le gain 1985 (+ 900) comme exceptionnellement bas, compte tenu de l'amplitude des variations annuelles. Quant à la chute du gain migratoire suisse, il est raisonnable d'en attendre confirmation pour en tirer quelques conclusions pour l'avenir.

### Changements d'origine

1986 En 1985-86, les changements d'origine, sans diverger notablement de la moyenne des deux mille annuels, se caractérisent par une hausse qui les place plus près des années fortes 1979-81. Il n'existe à notre connaissance pas de raison particulière qui pourrait expliquer ces variations périodiques.

1987 Stabilité.

### Gain migratoire selon l'activité

1986 Le gain migratoire selon l'activité confirme l'orientation nouvelle constatée lors de l'examen du solde total et par origine. En effet, la moitié du gain étranger est composée de personnes n'exerçant pas d'activité professionnelle (1 708 inactifs). Cette constatation recoupe donc celle des regroupements familiaux. D'autre part, le solde négatif d'actifs (- 36) apporte la preuve d'une tendance à la stabilisation. Le solde négatif, déjà exceptionnellement élevé en 1985 (- 1 096), des actifs suisses (- 1 659 en 1986), s'il se poursuit, pourrait être l'indice de perturbations plus larges dont il faudrait rechercher les causes dans le domaine économique, du logement et de l'emploi en particulier.

1987 L'évolution annuelle de la population du canton est essentiellement influencée par les migrations. Ces dernières sont elles-mêmes dépendantes de l'évolution économique générale du canton et de ses voisins. La statistique démographique ne fait qu'enregistrer au niveau de la population des effets dont les causes sont à rechercher ailleurs. On se bornera donc à constater ici une tendance à la stabilisation de la population, à mettre en relation avec des phénomènes concomitants tant dans le domaine de l'emploi que du marché du logement.

---

1) Office fédéral des étrangers (OFE).

Tableau 2.1

Canton de Genève

Emplois à plein temps en 1975, 1982 et 1985

	Nombres absolus			Répartition en pour mille		
	1975	1982	1985	1975	1982	1985
<b>Secteur primaire</b>	2 633	2 532	2 805	14	13	13
<b>Secteur secondaire</b>	49 405	46 278	47 678	275	239	228
. Economie énergétique	1 394	1 349	1 359	8	7	6
. Arts et métiers, industrie	31 793	28 979	27 380	177	150	131
. Bâtiment et génie civil	16 218	15 950	18 939	90	82	91
<b>Secteur tertiaire</b>	127 894	144 532	158 624	711	748	759
. Commerce, hôtellerie, réparations	44 067	46 778	50 757	245	242	243
. Transports et communications	11 233	12 383	13 238	62	64	63
. Banques, assurances, affaires Immobilières, agences-conseils	26 994	34 692	38 178	150	179	183
. Autres services (publics et privés) <sup>1)</sup>	25 509	27 544	31 207	142	143	149
. Administrations publiques au sens étroit du terme	5 745	6 799	7 911	32	35	38
. Organisations Intergouvernementales et représentations diplomatiques <sup>2)</sup>	14 346	16 336	17 333	80	85	83
<b>Activité indéterminée</b>	-	1 395	-	.	.	.
<b>Total</b>	<b>179 932</b>	<b>194 737</b>	<b>209 107</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>

1) En particulier : enseignement, services de santé, voirie, oeuvres sociales, organismes de défense d'intérêts, culture, sports et divertissements.

2) En 1975 et 1982, non compris les consulats.

Tableau 2.2

Canton de Genève

Emplois selon la durée, le sexe ou l'origine, en 1975, 1982 et 1985

	Nombres absolus			Répartition en pour mille		
	1975	1982	1985 <sup>1)</sup>	1975	1982	1985
<b>Total</b>	<b>201 246</b>	<b>224 309</b>	<b>241 404</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>	<b>1 000</b>
Plein temps	179 932	194 737	209 107	894	868	866
Temps partiel	21 314	29 572	32 297	106	132	134
Hommes	126 276	138 582	147 589	627	618	611
Femmes	74 970	85 727	93 815	373	382	389
Suisses	114 754	124 077	134 691	570	553	558
Etrangers	86 492	100 232	106 713	430	447	442

1) Résultats provisoires.

## 2. EMPLOI

L'évolution du nombre d'emplois dans le canton est retracée à l'aide de deux sources d'information : les recensements fédéraux des entreprises de 1975 et 1985 - complétés par l'enquête cantonale sur l'emploi de 1982 - et la statistique de la main-d'oeuvre étrangère active dans le canton (voir paragraphe suivant). Dans l'attente de leur révision, nous renonçons provisoirement à publier les indices régionalisés de l'emploi de l'OFIAMT.

En septembre 1985, plus de 241 000 emplois étaient recensés dans le canton. La progression par rapport aux deux précédentes enquêtes est considérable : + 40 000 par rapport à 1975, + 17 000 par rapport à 1982, soit des augmentations annuelles moyennes de 3 300 entre 1975 et 1982 et de 5 700 entre 1982 et 1985. Dans les "reflets conjoncturels" d'août 1986<sup>1)</sup> nous notons que "comme pour les autres cantons, les résultats du recensement fédéral des entreprises de 1985 (...) révèlent une progression saisissante du nombre de postes de travail en dix ans, même s'il est vrai que l'année 1975 fut, sur le plan économique, la plus mauvaise de l'après-guerre et que 1982 fut caractérisée par un fléchissement conjoncturel".

Les 40 158 emplois supplémentaires offerts par l'économie genevoise en dix ans, se répartissent ainsi :

- . selon le temps de travail
  - + 29 175 emplois à plein temps (72,7 % du total)
  - + 10 983 emplois à temps partiel (27,3 %)
- . selon le sexe
  - + 21 313 emplois occupés par des hommes (53,1 %)
  - + 18 845 emplois occupés par des femmes (46,9 %)
- . selon l'origine
  - + 19 937 emplois occupés par des Suisses (49,6 %)
  - + 20 221 emplois occupés par des étrangers (50,4 %)

ce qui se traduit par un renforcement du travail à temps partiel (moins d'une personne sur 9 en 1975, moins d'une sur 7 en 1985) et par une légère progression de la part de l'emploi féminin (de 37,3 à 38,9 %) et étranger (de 43,0 à 44,2 %).

### Emplois à plein temps

La répartition des emplois à plein temps selon l'activité des établissements appelle quelques brèves remarques sur l'évolution 1975-85 :

- la diminution de l'emploi dans l'industrie et les arts et métiers (- 4 413) est due pour plus de la moitié à la baisse des effectifs dans l'industrie des machines et appareils (- 2 464 ou - 42,6 %);
- la forte progression des personnes occupées dans le bâtiment et le génie civil (+ 2 721 ou + 16,8 %) se partage entre la construction proprement dite (+ 1 032) et l'aménagement et le parachèvement (+ 1 689);
- dans le secteur tertiaire, qui représente les 3/4 des emplois offerts, des progressions supérieures à 3 000 emplois en dix ans sont observées dans le commerce de gros (+ 3 221), la restauration et l'hébergement (+ 3 194), les banques et sociétés financières (+ 4 563), les services commerciaux et informatiques et chez les consultants (+ 5 331).

1) Publication trimestrielle du SCS.

Tableau 2.3

Canton de Genève

Main-d'œuvre étrangère selon le type de permis

	Genre de permis					Totaux		
	Établis- sement	Annuel	Exempt	Saisonnier	Frontalier	Total général	Total sans exempt	Sous contrôle <sup>1)</sup>
<b>Effectifs en août</b>								
1981	40 727	12 126	12 078	7 259	22 066	94 256	82 178	41 451
1982	42 201	12 506	12 627	7 492	23 202	98 028	85 401	43 200
1983	43 582	12 695	12 803	7 246 <sup>2)</sup>	23 480	99 806	87 003	43 421
1984	44 664	13 054	12 826	7 304	23 664	101 512	88 686	44 022
1985	45 362	13 945	13 221	7 580	24 442	104 550	91 329	45 967
1986	46 355	15 163	13 516	7 980	25 556	108 570	95 054	48 699
<b>Variations</b>								
1980-81	610	437	261	1 119	1 737	4 164	3 903	3 293
1981-82	1 474	380	549	233	1 136	3 772	3 223	1 749
1982-83	1 381	189	176	- 246	278	1 778	1 602	221
1983-84	1 082	359	23	58	184	1 706	1 683	1 660
1984-85	698	891	395	276	778	3 038	2 643	1 945
1985-86	993	1 218	295	400	1 114	4 020	3 725	2 732

1) Travailleurs étrangers sous contrôle : détenteurs de permis annuels, saisonniers et frontaliers.

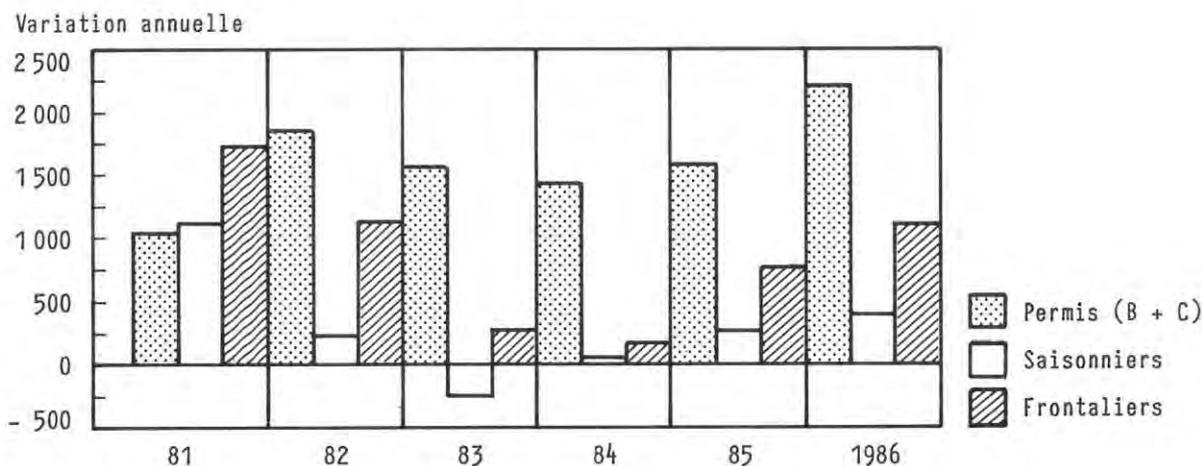
2) Relevé de septembre de l'OCE.

Source : Office fédéral des étrangers, à l'exception des exempts. Jusqu'en 1980, l'effectif de ces derniers était calculé par la mission permanente de la Suisse près les organisations Internationales. Dès 1981, le nombre d'exempts est tiré de l'enquête annuelle du SCS près les OIG et de la statistique progressive des missions permanentes tenue par le SCS.

Graphique 2

Main-d'oeuvre étrangère dans le Canton de Genève, selon le type de permis

Relevé d'août



### Main-d'oeuvre étrangère

**1986** En août 1986, l'effectif total de la main-d'oeuvre étrangère active dans le **canton** s'élève à 108 570 contre 104 550 un an auparavant, soit une augmentation de 4 020 personnes ou de 3,8 %. Les détenteurs d'un permis à l'année enregistrent la plus forte croissance (+ 1 218 ou + 8,7 %), les titulaires d'une autorisation d'établissement progressent de 993 (+ 2,2 %), les exempts de 295 (+ 2,2 %), les saisonniers de 400 (+ 5,3 %) et les frontaliers de 1 114 (+ 4,6 %). L'effectif de ces derniers dépasse pour la première fois la barre des 25 000 : 25 556 contre 24 467 en août 1974. Entre ces deux dates, leur nombre avait fortement reculé : 18 457 en août 1977.

La répartition des travailleurs selon la catégorie de permis ne s'est guère modifiée au cours des douze derniers mois : les "établis" représentent 42,7 % de l'effectif total de la main-d'oeuvre étrangère (43,4 % en août 1985), la proportion de permis annuels s'inscrit à 14,0 % (13,3 %), celle des exempts à 12,4 % (12,6 %), celle des saisonniers à 7,4 % (7,3 %) et celle des frontaliers à 23,5 % (23,4 %).

L'effectif des travailleurs étrangers en Suisse<sup>1)</sup> se chiffre à 787 643 en août 1986 (+ 31 614 en un an ou + 4,2 %), parmi lesquels 95 054 exercent leur activité lucrative dans le canton de Genève. Zurich, avec 134 192 travailleurs (17,0 % du total), précède Genève (12,1 %), Vaud (10,1 %) et le Tessin (9,7 %). D'août 1985 à août 1986, les plus fortes augmentations absolues sont celles des cantons de Vaud (+ 5 764), de Genève (+ 3 725), du Tessin (+ 2 968) et de Zurich (+ 2 261).

#### Travailleurs selon le sexe, la nationalité et la branche économique<sup>1)</sup>

Les **femmes** représentent un tiers de la main-d'oeuvre étrangère du canton (33,8 % en 1986 contre 34,3 % un an auparavant). Elles sont proportionnellement plus nombreuses parmi les travailleurs établis (38,0 %) et les frontaliers (37,6 %).

Plus de 5 travailleurs étrangers sur 6 sont originaires d'un des quatre **pays** suivants : la **France** arrive en tête avec 35 132 ressortissants (dont 71,5 % de frontaliers et 23,6 % d'établis), suivie de l'**Italie** (17 995 travailleurs, dont 92,4 % sont établis), de l'**Espagne** (16 410 travailleurs, dont 70,4 % d'établis, 16,7 % d'annuels et 12,7 % de saisonniers) et du **Portugal** (10 556 travailleurs, dont 44,5 % de saisonniers, 43,0 % d'annuels et 12,4 % d'établis). La proportion de saisonniers d'origine espagnole ou portugaise s'inscrit à 84,9 %. Les travailleurs portugais (+ 1 822)<sup>2)</sup>, français (+ 1 055) et espagnols (+ 367) enregistrent les plus fortes croissances annuelles d'effectif alors que celui des Italiens, pour la première fois depuis plusieurs années, progresse légèrement (+ 37).

Quatre **branches d'activité** s'attribuent les 2/3 de l'augmentation annuelle du nombre de travailleurs (+ 3 725) : les transports et communications (+ 237), l'hôtellerie et la restauration (+ 497), le commerce (+ 512), le bâtiment et le génie civil (+ 1 210). L'industrie et les arts et métiers progressent globalement de 396 unités, dont la moitié dans la métallurgie (+ 137) et les machines et appareils (+ 62).

**1987** Si les conditions générales (marche de l'économie, contrôle de l'immigration) ne se modifient pas notablement, l'effectif de la population active étrangère continuera sa progression, amorcée dès 1978.

1) Sans les exempts (fonctionnaires internationaux).

2) Les Portugais ont participé à raison de 43,5 % à l'augmentation totale de la main-d'oeuvre étrangère dans le canton entre 1981 et 1986.

Tableau 3.1

Canton de Genève

Marché du travail

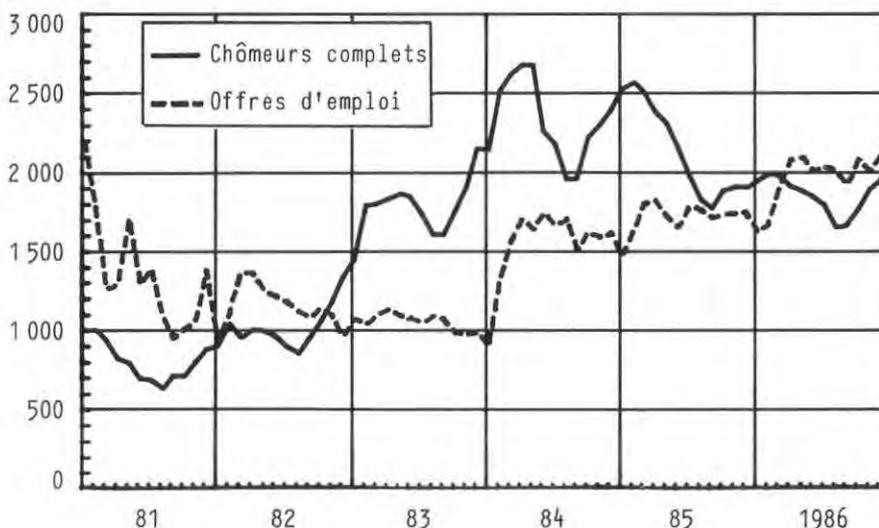
	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<u>Situation à fin décembre</u>						
Chômeurs, total	901	1 447	2 233	2 526	1 946	2 078
. sans emploi	901	1 447	2 130	2 425	1 853	2 015
. partiellement sans emploi	*	*	103	101	93	63
Taux de chômage, en %						
. Genève	0,5	0,8	1,2	1,4	1,1	1,2
. Suisse	0,3	0,8	1,0	1,2	1,0	0,9
Offres d'emploi, total	919	1 064	983	1 456	1 614	1 921
. à plein temps	919	1 064	889	1 220	1 344	1 584
. à temps partiel	*	*	94	236	270	337
<u>Moyennes annuelles</u>						
Chômeurs, total	785	1 051	1 920	2 351	2 089	1 858
. sans emploi	785	1 051	1 831	2 249	1 996	1 781
. partiellement sans emploi	*	*	89	102	93	77
Taux de chômage en %						
. Genève	0,4	0,6	1,1	1,3	1,2	1,0
. Suisse	0,2	0,4	0,9	1,1	1,0	0,8
Offres d'emploi, total	1 253	1 154	1 133	1 586	1 722	1 979
. à plein temps	1 253	1 154	1 031	1 298	1 401	1 628
. à temps partiel	*	*	102	288	321	351
Réduction de l'horaire de travail						
. travailleurs touchés	288	1 571	1 972	663	9	22
. heures chômées	8 268	59 757	76 976	29 876	616	1 568
Pertes de travail pour cause d'intempéries						
. travailleurs touchés	*	*	*	73	381	256
. heures chômées	*	*	*	988	23 609	8 280

Graphique 3

Marché du travail dans le Canton de Genève

Situation en fin de mois

Effectifs



### 3. MARCHE DU TRAVAIL

1986 L'évolution du marché du travail au cours des douze derniers mois confirme l'amélioration de la situation observée à partir de 1985. En moyenne annuelle, la plupart des "indicateurs" enregistrent des performances supérieures à celles des trois précédentes années (1983-1985) : le nombre moyen de chômeurs régresse de 11,1 % en un an (- 231 personnes), le taux de chômage passe de 1,2 à 1,0 % de la population résidante active<sup>1)</sup>, le volume des offres d'emploi progresse de 14,9 % (+ 257), les heures chômées à la suite de réductions de l'horaire de travail pour motifs économiques ainsi que les pertes de travail pour causes d'intempéries demeurent quantitativement faibles.

Seule ombre à ce tableau, le chômage complet remonte de manière sensible au cours du dernier trimestre et se fixe à plus de 2 000 à fin 1986, soit le plus mauvais résultat depuis mai 1985 (2 060). D'août à décembre, l'augmentation saisonnière du nombre de chômeurs s'élève à 422 (+ 26,5 %), contre 182 seulement durant la période correspondante de 1985 (+ 10,3 %).

A fin décembre 1986, le nombre total des chômeurs se chiffre à 2 078, dont 2 015 chômeurs complets, contre des effectifs de 1 946 et 1 853 un an auparavant. L'augmentation du chômage dans le canton (+ 6,8 % en un an) contraste avec la diminution observée dans l'ensemble du pays (- 3 239 chômeurs, ou - 10,8 %).

Le **taux de chômage**<sup>1)</sup>, qui se situait à 1,1 % de la population résidante active à fin 1985, se fixe à 1,2 % à fin 1986. A cette date, cinq cantons réalisent de plus mauvais résultats que Genève; ce sont ceux de Bâle-Ville (2,5 %), du Tessin (2,5 %), du Jura (2,5 %), de Neuchâtel (1,9 %) et du Valais (1,5 %). Seize cantons se situent au-dessous de la moyenne suisse qui se fixe à 0,9 % de la population active.

Le volume moyen des **offres d'emploi** s'élève à près de 2 000 en 1986, dont plus de 80 % d'offres à plein temps. Le rapport offres d'emploi/chômeurs atteint 1,07 alors qu'il était inférieur à l'unité sur la période 1983 à 1985 (compris entre 0,59 et 0,82).

Les **réductions de l'horaire de travail** pour motifs économiques ont été un peu plus nombreuses en 1986 qu'en 1985. Mais à l'exception des mois de novembre et de décembre, au cours desquels 4 et 6 entreprises ont annoncé des réductions d'horaire, les autres mois de l'année en ont enregistré deux au maximum. Au total, 19 000 heures ont été chômées l'an passé, contre près de 7 500 en 1985 et plus de 350 000 en 1984.

Les **pertes de travail** pour cause d'intempéries se sont produites principalement en février : 1 858 travailleurs de 68 entreprises ont chômé près de 70 000 heures sur un total annuel de 100 000 heures, contre près de 280 000 heures perdues en 1985.

1987 Aucun pronostic ne table sur une augmentation du chômage en Suisse, mais on estime en général peu probable une diminution sensible, le niveau actuel correspondant à un "résidu" difficile à éliminer.

---

1) Total des chômeurs sans emploi (complets) et partiellement sans emploi en pour cent de la population résidante active selon le recensement fédéral de la population de 1980.

Tableau 3.2

Canton de Genève

Chômeurs complets selon le sexe, l'origine, le groupe d'âges, la durée du chômage ou la profession  
Situation à fin octobre

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<b>Total</b>	<b>795</b>	<b>1 180</b>	<b>1 902</b>	<b>2 191</b>	<b>1 813</b>	<b>1 827</b>
<u>Sexe</u>						
Masculin	495	771	1 256	1 420	1 144	1 081
Féminin	300	409	646	771	669	746
<u>Origine</u>						
Suisses	476	661	995	1 225	1 008	1 024
Etrangers	319	519	907	966	805	803
<u>Groupe d'âges</u>						
- de 20 ans	22	33	50	36	23	30
20 à 29 "	216	335	539	528	495	404
30 à 39 "	232	340	568	560	489	479
40 à 49 "	150	218	331	465	382	406
50 ans et +	175	254	414	602	424	508
<u>Durée du chômage</u>						
0 - 1 mois	306	400	853	925	770	823
1 - 2 "	214	282	227	257	208	175
2 - 3 "	92	166	155	194	179	158
3 - 6 "	117	192	277	342	304	332
6 - 12 "	54	105	295	335	275	270
12 mois et plus	12	35	95	138	77	69
<u>Profession</u>						
Production végétale et animale	5	4	6	9	17	13
Professions liées à la production, sauf bâtiment	83	175	254	320	227	205
arts graphiques	14	24	26	29	21	9
métallurgie, machines, horlogerie, bijouterie	50	119	177	229	149	106
autres professions	15	19	26	37	44	53
Professions liées à la production dans le bâtiment	8	17	20	41	56	47
Professions non liées directement à la à la production	699	984	1 622	1 821	1 513	1 562
professions techniques	61	85	138	132	97	84
bureau, commerce, administration	264	403	581	738	580	603
transports et communications	44	55	69	118	123	109
hôtellerie, service de maison	70	107	149	222	203	229
hygiène, nettoyage	26	35	47	92	75	112
droit, sûreté, maintien de l'ordre	12	22	31	27	24	27
soins médicaux	25	28	44	68	44	53
professions scientifiques et artistiques	89	86	131	157	156	145
enseignement, assistance sociale	37	40	69	64	60	52
autres professions	71	123	363	203	151	148

### Chômeurs complets

1986

En octobre 1986, le nombre de chômeurs complets inscrits à l'office cantonal de l'emploi dépasse de 14 unités celui enregistré un an auparavant. Au cours des douze derniers mois, l'effectif des personnes totalement privées d'emploi a évolué dans une fourchette étroite, avec un maximum en janvier (1 907) et un minimum en juillet (1 570).

Le chômage a légèrement reculé chez les hommes (- 63 unités ou - 5,5 %) alors qu'il a progressé de manière assez sensible chez les femmes (+ 77 unités ou + 11,5 %). La part de celles-ci s'établit à 41 % du total des chômeurs contre 35 % en moyenne sur la période 1981-1985. Le taux de chômage se fixe en 1986 à 1,0 % de la population résidante active aussi bien chez les hommes (1,1 % en 1985) que chez les femmes (0,9 % en 1985).

La répartition des chômeurs selon leur origine est stable depuis 1984. Sur 100 personnes privées d'emploi, on compte 56 Suisses pour 44 étrangers.

Entre octobre 1985 et octobre 1986, la composition par âge des chômeurs complets s'est notablement modifiée. L'effectif des chômeurs âgés de moins de 40 ans a reculé de 94 unités (- 9,3 %) et leur part dans le total se fixe à 50,0 % en 1986 contre 57 % en moyenne sur la période 1981-1985. C'est principalement entre 20 et 29 ans que la réduction du nombre de chômeurs est sensible, elle se chiffre en effet à 91 personnes, soit - 18,4 %. La part des jeunes chômeurs âgés de moins de 20 ans reste faible et n'atteint pas 2 %. En revanche, la situation s'est aggravée parmi les personnes âgées de 40 ans et plus et le nombre d'entre elles qui subissent le chômage complet a passé de 806 à 914 (+ 108, soit + 13,4 %, dont 84 âgées de plus de 50 ans).

Plus de la moitié des personnes sont au chômage depuis moins de 2 mois (55 % contre 54 % en 1985), alors que pour 19 % des personnes privées d'emploi la durée du chômage atteint déjà 6 mois (sans changement par rapport à 1984).

Le nombre de chômeurs exerçant une profession liée à la production a reculé de 300 à 265 en un an (- 11,7 %). Les principaux changements concernent l'industrie des machines et la métallurgie (- 43 chômeurs) et l'horlogerie et la bijouterie (+ 24 chômeurs). Parmi les professions non liées directement à la production (+ 49 chômeurs au total en un an), des hausses sont enregistrées en particulier dans les professions regroupées sous "bureau, commerce, administration" (+ 23), dans l'hôtellerie et le service de maison (+ 26) et dans l'hygiène et le nettoyage (+ 37). C'est dans les professions techniques (- 13 chômeurs), scientifiques et artistiques (- 11) et dans celles des transports et communications (- 14), qu'on observe les plus fortes baisses.

1987

Voir page 15.

Tableau 4

Canton de Genève

Principales productions de l'agriculture genevoise

4.1 Surface et production des vignes

	Surface <sup>1)</sup> (ha)				Production <sup>1)</sup> (hectolitres)			
	Vignes européennes			Total	Vignes européennes			Total
	Crus rouges	Crus blancs	Hybrides P.D. <sup>2)</sup>		Crus rouges	Crus blancs	Hybrides P.D. 2)	
1981	393,0	723,5	15,5	1 132,0	40 737	58 244	1 436	100 417
1982	486,0	793,0	12,0	1 291,0	74 643	164 393	1 435	240 471
1983	486,0	793,0	12,0	1 291,0	51 442	94 121	439	146 002
1984	498,0	817,0	4,0	1 319,0	45 196	84 543	321	130 060
1985	529,0	850,0	4,0	1 383,0	52 743	94 861	274	147 879
1986	570,5	869,5	2,0	1 442,0	46 592	78 424	122	125 138

4.2 Valeur de la vendange (en milliers de F)

	Vignes européennes		Hybrides P.D. <sup>2)</sup>	Total
	Crus rouges	Crus blancs		
1981	14 767	19 511	258	34 536
1982	26 973	58 359	401	85 733
1983	19 548	33 413	123	53 084
1984	17 174	30 012	89	47 275
1985	20 042	33 675	76	53 793
1986	17 705	27 840	34	45 579

4.3 Surface de céréales panifiables et livraisons de céréales panifiables à la Confédération

	Surface (ares)			Livraisons (quintaux)			Valeur de la livraison (1 000 F)
	Froment	Seigle	Total	Froment	Seigle	Total	
1981	420 624	9 589	430 213	181 726	3 836	185 562	18 509
1982	421 099	7 765	428 864	176 361	2 930	179 291	18 586
1983	412 600	8 800	421 400	157 821	3 380	161 201	17 164
1984	413 700	9 300	423 000	220 619	4 344	224 963	24 197
1985	402 503	6 696	409 199	216 738	3 013	219 751	23 290
1986	*	*	*	*	*	172 600	18 000

4.4 Surface et récolte de colza

	Producteurs	Surface	Quintaux	Récolte 1 000 F
	Nombre	ha		
1981	270	1 100	24 497	4 816
1982	260	1 100	33 486	6 630
1983	269	1 150	23 080	4 730
1984	280	1 150	37 759	7 890
1985	271	1 200	36 200	7 570
1986	275	1 220	30 617	6 360

1) En 1981, la surface indiquée ne comprend pas les terres cultivées en France (environ 100 ha); en revanche, la production en volume et valeur se rapporte à la totalité du vignoble exploité.

2) Producteurs directs.

4. AGRICULTURE (rapport rédigé par le service de l'agriculture)

1986 Comme 1985, l'année 1986 se situe hors des normes météorologiques. La première moitié de l'année a connu un excédent de précipitations de + 20 %, avec un mois de février le plus froid depuis 30 ans et l'ensoleillement le plus faible depuis un siècle. La seconde moitié de l'année s'est distinguée par un déficit pluviométrique de - 25 %, avec une sécheresse relative en septembre et en octobre. Sur l'ensemble de l'année, le déficit en pluie s'est élevé à - 5 % et la température moyenne a été légèrement inférieure à la norme. Des chutes de grêle se sont produites à plusieurs reprises, les plus meurtrières ayant eu lieu le 23 juillet et le 18 août.

**Viticulture**

La vigne étant bien aoûtée en 1985, elle a traversé l'hiver sans difficulté. La floraison s'est déroulée par un temps favorable et les conditions climatiques sont restées très bonnes jusqu'après les vendanges. Pourtant, six chutes de grêle ont été recensées au cours de l'année. Elles ont fini par toucher 90 % de la surface du vignoble genevois, infligeant aux viticulteurs des pertes importantes. Les vendanges ont eu lieu du 29 septembre au 17 octobre dans d'excellentes conditions. La récolte 1986 a été très bonne sur le plan qualitatif dans tous les cépages. Le volume de la vendange a atteint 12,5 millions de litres représentant une valeur totale supérieure à 45 millions de francs. La récolte est en cours de vinification. Les vins évoluent normalement et leur qualité sera excellente malgré les effets de la grêle.

**Céréales panifiables et fourragères**

Les conditions météorologiques de l'automne 1985 (sécheresse) influencèrent négativement les rendements des céréales panifiables et des céréales fourragères. Pour 1986, les quantités de blé et de seigle pris en charge par la Confédération sont estimées à 17 260 tonnes (- 20 % par rapport à 1985) représentant une valeur de 18 millions de francs environ.

**Colza**

Les surfaces ensemencées en colza, dont le contingent alloué au canton s'élève à 1 220 hectares, ont été réparties entre 276 producteurs. Les rendements ont été très nettement inférieurs à ceux de l'année 1985, soit en moyenne 25,1 kg/are (- 18 %), et la quantité livrée a été de 3 062 tonnes pour une valeur de 6,36 millions de francs (- 15 %).

**Cultures fruitières**

Le temps froid et humide du printemps a causé des retards dans le débournement et la floraison. Un afflux brutal d'air froid à la fin mai se prolongea en juin et bloqua la végétation et en particulier le développement des cerises. Les diverses chutes de grêle causèrent pour des millions de francs de dégâts en arboriculture. Une grande partie de la production de pommes - récolte estimée à 2 600 tonnes, la plus élevée depuis 10 ans - a été destinée à la production de cidre et de jus de pomme. Seules 260 tonnes de pommes sont entrées dans le circuit de la consommation des fruits frais. La surface de production de la culture fruitière intensive n'a pas varié : 97 ha de pommiers, 8 ha de poiriers, 15 ha de pruniers, 5 ha de pêchers, 2,5 ha de cerisiers.

**Cultures maraîchères**

Après les chutes de neige désastreuses de 1985, cette branche a de nouveau connu des déboires en 1986. La catastrophe de Tchernobyl ainsi que la grêle, tombée à plusieurs reprises dans le canton, sont la cause d'un déficit de 3 millions de francs enregistré dans cette branche de l'agriculture.

Tableau 5

Canton de Genève

Consommation d'électricité du réseau genevois

	Consommation (1 000 kWh)		Variation par rapport à la période précédente (%)	
	Réseau genevois <sup>1)</sup> (CERN non compris)	dont principales entreprises Industrielles <sup>2)</sup>	Réseau genevois (CERN non compris)	dont principales entreprises Industrielles
1981	1 641 574	161 289	+ 3,8	+ 3,7
1982	1 725 822	161 289	+ 5,1	+ 0,0
1983	1 787 267	167 919	+ 3,6	+ 4,1
1984	1 865 300	167 370	+ 4,4	- 0,3
1985	1 953 228	174 556	+ 4,7	+ 4,3
1986	2 039 687	*	+ 4,4	*
<u>Janvier-septembre</u>				
1982	1 262 104	119 699	+ 5,4	+ 0,1
1983	1 304 836	124 858	+ 3,4	+ 4,3
1984	1 366 340	125 286	+ 4,7	+ 0,3
1985	1 426 359	130 393	+ 4,4	+ 4,1
1986	1 497 533	132 282	+ 5,0	+ 1,4

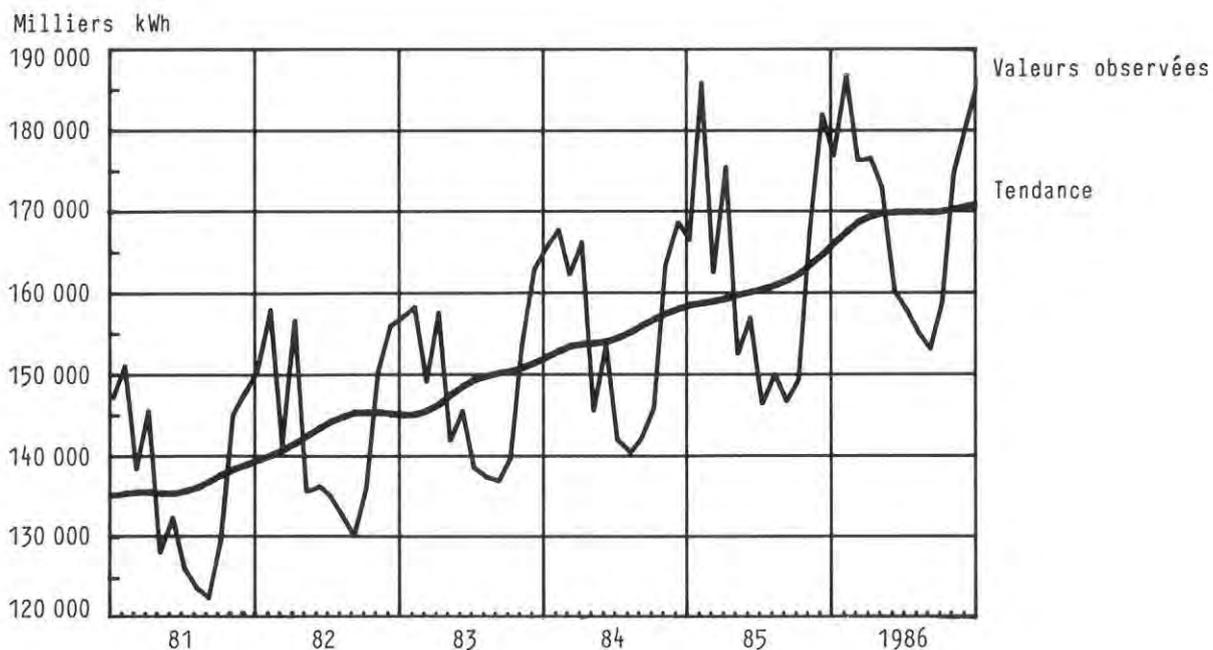
1) Le territoire desservi par les Services Industriels de Genève dépasse légèrement le canton.

2) Cette série porte sur les entreprises Industrielles au sens de la loi sur le travail occupant plus de 20 ouvriers et consommant plus de 60 000 kWh par an.

Graphique 5

Consommation d'électricité du réseau genevois (CERN non compris)

Chiffres mensuels



5. ELECTRICITE

1986 La consommation totale du réseau genevois (à l'exclusion du CERN) dépasse pour la première fois le seuil des 2 milliards de kWh, ce qui représente un accroissement de 4,4 % par rapport à 1985. Ces + 4,4 % représentent également le taux d'accroissement annuel calculé pour la moyenne des cinq dernières années. De 1981 à 1986, la consommation a augmenté de 398 113 milliers de kWh. Les SIG ont dû acquérir cette énergie à l'extérieur du canton, car il y a bien des années que le parc cantonal d'installations productrices d'électricité n'a pas été étendu. En 1985, la production cantonale d'électricité n'a couvert que 37 % des besoins.

Que représente ces 398 113 milliers de kWh supplémentaires demandés en cinq ans ? C'est presque le quart de la consommation de 1981 et c'est davantage que la consommation totale du réseau de l'année 1951, où l'on avait utilisé 397 884 milliers de kWh. Autrement dit, l'apport supplémentaire d'énergie électrique au cours des cinq dernières années dépasse la totalité des besoins cantonaux de 1951. Certes, comparaison n'est pas raison, mais il n'est pas inutile de s'interroger sur les raisons de l'explosion des besoins d'électricité au cours du passé récent.

On a pu calculer que 24 % de l'électricité alimentent les ménages privés, 14 % des usages collectifs (éclairage public, services généraux d'immeubles) et 56 % sont destinés à des activités économiques; le solde résulte des pertes dans le réseau de distribution et des écarts de relevés. Ces chiffres datent de 1985, mais ils ont certainement peu varié en 1986. Il appert que plus de la moitié de la quantité d'électricité disponible permet le fonctionnement des entreprises genevoises; parmi celles-ci, le secteur tertiaire occupe le premier plan (39 % de la consommation du réseau).

Les chiffres de la consommation industrielle publiés ci-contre ne concernent qu'un nombre assez restreint des entreprises du secteur secondaire (une centaine environ) mais, comme ce sont les plus importantes, elles consomment plus de la moitié de l'électricité destinée à ce secteur. Cette série de chiffres offre de la sorte un indicateur conjoncturel de la marche des grandes entreprises du secteur. L'année 1986 n'est pas une année exceptionnelle : l'augmentation de la consommation durant les trois premiers trimestres de l'année atteint 1,4 %, alors que le taux de croissance du réseau se fixe à 5,0 % pendant le même temps.

1987 On ne dispose pas de données autorisant une prévision pour la consommation de 1987.

Tableau 6

Canton de Genève

Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie

Référence :  
 Situation satisfaisante 0  
 très mauvaise - 100  
 très bonne + 100

Moyennes trimestrielles de résultats mensuels

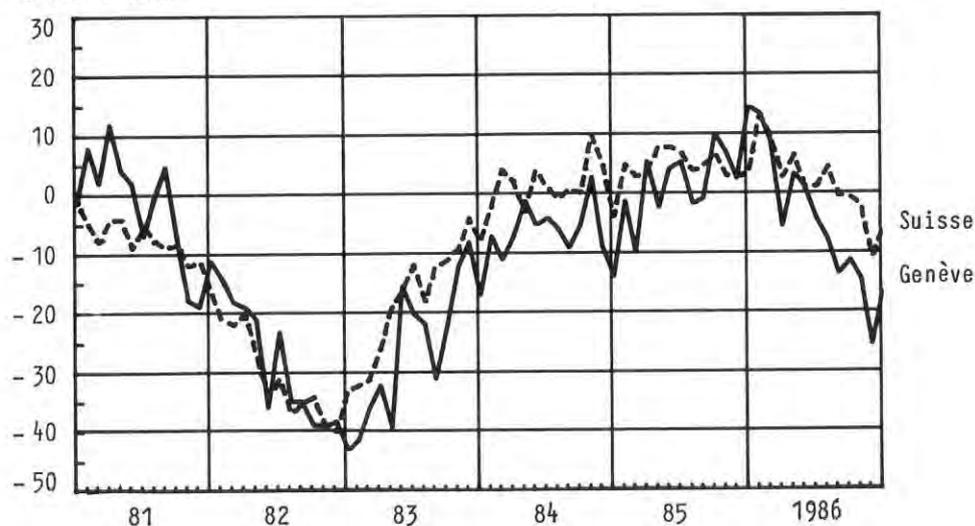
	Ensemble de l'industrie	Alimentation, boissons, tabacs	Arts graphiques 1)	Chimie	Métallurgie	Machines et appareils	Horlogerie-bijouterie
1er trimestre 1981	+ 7	- 6	+ 2	+ 19	+ 20	- 1	+ 18
2me	0	+ 6	+ 5	+ 23	- 10	- 12	+ 10
3me	0	+ 8	- 4	+ 31	+ 1	- 18	+ 1
4me	- 16	+ 14	- 10	+ 18	- 33	- 38	- 14
1er trimestre 1982	- 17	+ 10	- 18	- 6	- 30	- 23	- 26
2me	- 26	+ 17	- 35	- 24	- 55	- 34	- 27
3me	- 36	- 4	- 26	- 40	- 43	- 57	- 29
4me	- 40	- 1	- 28	- 16	- 67	- 62	- 29
1er trimestre 1983	- 36	+ 7	- 14	- 4	- 60	- 58	- 28
2me	- 25	+ 7	- 18	+ 6	- 25	- 52	- 9
3me	- 25	+ 16	- 9	+ 29	- 37	- 56	- 23
4me	- 12	+ 1	+ 8	+ 34	+ 5	- 43	- 17
1er trimestre 1984	- 8	+ 13	- 10	+ 44	+ 43	- 53	- 8
2me	- 3	+ 13	- 1	+ 35	+ 43	- 39	+ 1
3me	- 6	+ 11	- 4	+ 41	+ 38	- 42	- 17
4me	- 7	+ 5	- 3	+ 31	+ 18	- 28	- 26
1er trimestre 1985	- 2	- 4	+ 17	+ 9	+ 24	- 24	+ 19
2me	+ 3	+ 16	+ 19	+ 24	+ 34	- 23	+ 8
3me	+ 3	+ 4	+ 21	+ 43	+ 36	- 30	+ 3
4me	+ 8	- 2	- 10	+ 32	+ 35	- 7	+ 30
1er trimestre 1986	+ 6	+ 6	+ 5	+ 44	+ 35	- 24	+ 16
2me	0	+ 2	- 12	+ 28	+ 7	- 14	+ 7
3me	- 11	- 14	- 10	+ 17	+ 1	- 35	+ 6
4me	- 19	+ 5	- 10	- 32	- 20	- 35	+ 3

1) Représentativité Incertaine.

Graphique 6

Indicateur synthétique de la marche des affaires dans l'industrie

Nombre indice



## 6. INDUSTRIE

### 1986 Evolution de l'ensemble de l'industrie

Les données utilisées pour l'analyse de la situation dans l'industrie sont tirées du test conjoncturel pour l'industrie genevoise. Cette enquête n'est pas une statistique au sens strict; elle reflète les appréciations d'un échantillon d'entreprises qui répondent régulièrement à des questions sur la marche de leurs affaires. Les indications du test sont complétées par l'examen de la consommation d'électricité des entreprises industrielles au sens de la loi sur le travail, occupant au moins 20 ouvriers et consommant 60 000 kWh et plus par an. Cette série est utilisée comme un indicateur à court terme de la production.

#### Indicateur synthétique de la marche des affaires

Le climat conjoncturel qui a caractérisé l'environnement économique des entreprises industrielles genevoises a été généralement moins favorable en 1986 qu'au cours de l'année 1985. A Genève, comme en Suisse, les résultats du test conjoncturel pour l'industrie mettent en évidence un fléchissement progressif de la conjoncture, la situation la moins favorable étant enregistrée en novembre. Si les évolutions des premiers mois de l'année sont comparables, le fléchissement est plus accentué à Genève durant le second semestre.

Au premier semestre, l'offre effective est élevée alors que la demande s'affaiblit. Les carnets de commandes sont le plus souvent jugés trop peu garnis. L'indicateur synthétique de la marche des affaires, qui diminue, laisse entrevoir un second semestre moins favorable. Durant les troisième et quatrième trimestres, les entrepreneurs jugeant que leur production est en hausse se font moins nombreux. Parallèlement, les entrées de commandes diminuent considérablement d'une part et, d'autre part, l'état des carnets de commandes se détériore encore. Du côté des stocks, la plupart des entreprises enregistrent un statu quo.

Envisagée sous l'angle de leur dépendance à l'égard de l'étranger, les entreprises sont subdivisées en trois catégories : celles qui sont **orientées vers le marché intérieur** principalement (moins d'un tiers de la production est exportée), les **entreprises moyennement exportatrices** (la part de la production exportée varie entre 34 et 66 %) et les **entreprises principalement orientées vers les marchés extérieurs**. Pour les entreprises des deux dernières catégories, la baisse est plus importante en raison de la forte diminution des commandes en provenance de l'étranger dès le milieu de l'année.

#### Autres indicateurs

Du point de vue du degré d'utilisation de la capacité technique de production des entreprises, on observe une nouvelle amélioration et l'indicateur atteint un niveau moyen de 84,5 % en 1986 (86,5 % pour la Suisse).

## Evolution dans les principales branches de l'industrie

Sauf au mois d'août, la branche **alimentation, boissons, tabacs** jouit d'une situation satisfaisante en 1986, bien que légèrement en recul par rapport à 1985. L'indicateur synthétique de la marche des affaires a faibli sous l'influence d'un fléchissement de la demande. L'emploi, qui était en hausse au premier semestre, se stabilise ensuite et les capacités techniques, en légère augmentation, sont utilisées à plus de 80 %.

L'activité des **arts graphiques** s'est ralentie à partir du deuxième trimestre. Le niveau de la production a généralement été plus faible qu'en 1985 et une partie des stocks accumulés a été utilisée pour satisfaire la demande, ralentie elle aussi.

Dans l'**industrie chimique**, la demande effective, généralement élevée durant les neuf premiers mois de l'année, s'effondre en octobre et en novembre. La production réagit avec un mois de retard à ce phénomène. On relèvera que les carnets de commandes apparaissaient moins bien garnis en juin déjà et cette demande potentielle s'est considérablement détériorée en fin de période. Etant donné l'ensemble de ces remarques, on ne sera pas surpris de constater que le degré d'utilisation des capacités techniques de production faiblit quelque peu au dernier trimestre. Du côté de l'emploi, on observe néanmoins une évolution constamment positive d'un trimestre à l'autre.

Dans la **métallurgie**, la situation satisfaisante qui prévalait en 1985 se poursuit durant le premier tiers de l'année; elle est suivie d'une période d'évolution en dents de scie et finalement d'un tassement de la conjoncture. L'offre effective est plus élevée qu'en 1985, même si la demande effective comme la demande potentielle ont chuté. Les stocks, dont le niveau était jugé satisfaisant durant les trois premiers trimestres, sont trop importants en fin d'année. Finalement, on relèvera que les commandes en provenance de l'étranger ont été moins importantes en 1986 qu'en 1985. Le degré d'utilisation moyen des capacités techniques des entreprises est resté élevé (95 %), bien qu'elles aient progressé.

Le pessimisme a encore une fois marqué la branche d'activité **machines et appareils**. Tous les éléments, l'offre et la demande effectives ainsi que l'état des carnets de commandes et celui des stocks contribuent à caractériser une situation peu satisfaisante pour les entreprises de la branche, marquée par l'évolution négative de la demande étrangère. Néanmoins, à Genève comme en Suisse, les capacités techniques semblent être mieux utilisées.

L'**horlogerie, bijouterie** a connu une année 1986 satisfaisante. La production a généralement atteint un niveau élevé. La demande effective a faibli durant les mois de juillet à décembre. Les carnets de commande sont jugés trop peu garnis et les stocks ont augmenté en fin de période, en raison vraisemblablement du recul de la demande à ce moment-là. Les capacités techniques de production ont été mieux utilisées en milieu d'année qu'en début et en fin de période. Le nombre des personnes occupées a progressé et les entreprises ont procédé à des investissements productifs. L'évolution des bénéfices est liée au degré d'activité des entreprises; ils sont donc plus élevés durant les 2e et 3e trimestres.

1987 Les trois indicateurs portant sur les perspectives relatives au premier trimestre 1987 évoluent à la hausse pour l'ensemble de l'industrie. Par branche, ils évoluent à la hausse dans les arts graphiques, la chimie et les machines et appareils, alors qu'ils sont stationnaires dans l'alimentation et qu'ils tendent à baisser dans la métallurgie et l'horlogerie-bijouterie.

Quant aux perspectives au-delà du premier trimestre, les entrepreneurs prévoient une marche des affaires satisfaisante; pour les principales branches d'activité, la marche prévisible des affaires est la suivante :

- **alimentation, boissons, tabacs** : la situation devrait se maintenir, voire s'améliorer;
- **arts graphiques** : 90 % des entreprises interrogées prévoient une stabilisation de la situation actuelle ou un léger mieux;
- **chimie** : on ne se prononce ni pour une amélioration, ni pour une détérioration;
- **métallurgie** : si 90 % des entreprises envisagent le statu quo, 10 % entrevoient une dégradation;
- **machines et appareils** : les pessimistes sont plus nombreux que les optimistes; néanmoins, plus de la moitié des répondants voient une poursuite de la situation actuelle;
- **horlogerie, bijouterie** : on ne s'attend pas à de grands changements.

Tableau 7.1

Canton de Genève

Coût prévu des bâtiments mis en chantier (en millions de F)

	Bâtiments avec logements		Bâtiments sans logement	Total
	Total	dont villas		
1981	580	147	314	894
1982	445	163	193	638
1983	411	142	386	797
1984	571	142	611	1 182
1985	716	168	727	1 443
1986	483	185	599	1 082

Tableau 7.2

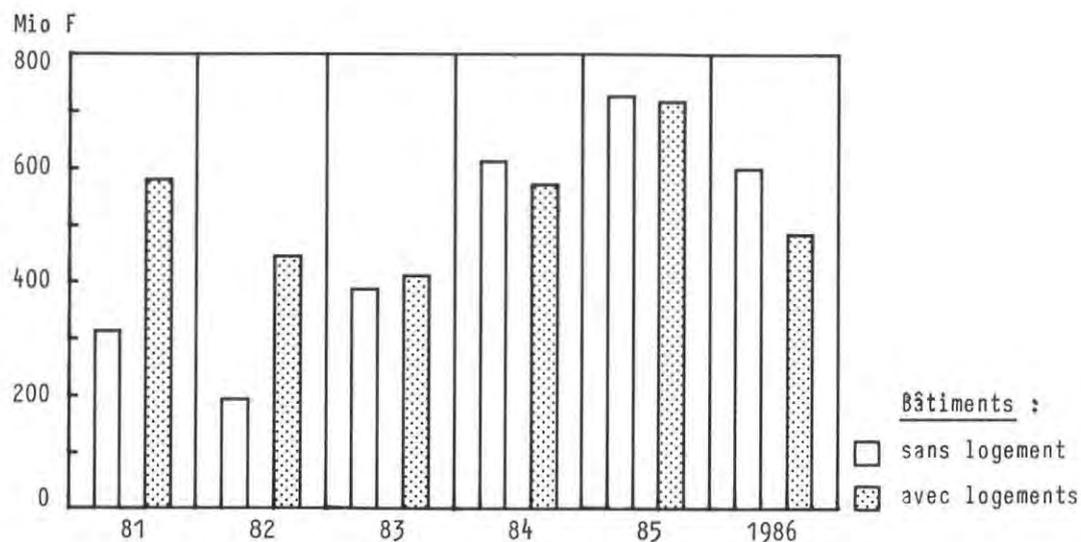
Canton de Genève

Construction de logements

	Requêtes	Autorisés	Mis en chantier	Construits
1981	1 661	2 751	2 266	1 711
1982	1 824	1 177	1 893	1 835
1983	2 101	2 064	1 478	1 782
1984	2 370	2 518	2 084	1 787
1985	2 056	1 829	2 333	2 146
1986	2 016	1 581	1 495	1 813

Graphique 7

Coût prévu des bâtiments mis en chantier dans le Canton de Genève



## 7. CONSTRUCTION

### 1986 Activité générale

Les résultats de l'enquête annuelle sur les dépenses de construction (1986/1987) de l'office fédéral des questions conjoncturelles (OFQC) pourraient seuls permettre d'apprécier l'activité de l'ensemble du secteur de la construction à Genève en 1986. Comme ils ne sont pas encore disponibles, on ne peut que se référer à l'enquête précédente (1985/1986) : celle-ci prévoyait pour 1986 une augmentation des dépenses de construction en valeur nominale de l'ordre de 6,7 %, soit 4,3 % en termes réels.

La statistique du mouvement de la construction, qui ne porte que sur la construction de nouveaux bâtiments - donc sans les rénovations ni les travaux de génie civil - ne confirme pas l'optimisme des prévisions pour 1986 : le coût prévu des bâtiments mis en chantier a diminué, passant de 1 443 Mio F en 1985 à 1 082 Mio F en 1986 (- 25 %, contre + 22,1 % un an auparavant). Cette baisse est plus forte pour les bâtiments avec logements (- 32,5 %) que pour les bâtiments sans logement (- 17,6 %).

#### Logements neufs

Depuis 1981, le nombre de logements neufs mis chaque année sur le marché était stable, se situant à 1 700-1 800, avec une pointe de 2 100 en 1985. Le nombre de logements construits en 1986 s'élève à 1 813 et se situe donc bien dans la norme des années précédentes. Les ouvertures de chantier et le nombre de logements autorisés sont en régression alors que le nombre de requêtes déposées se maintient.

### 1987 Activité générale

Rien ne laisse prévoir une amélioration dans la production de nouveaux logements.

On constate depuis trois ans que le coût des bâtiments sans logement mis en chantier dépasse celui des bâtiments avec logements. Cette tendance s'est accentuée en 1986. La production de bâtiments sans logement devrait être satisfaisante en 1987.

Tableau 8.1

Canton de Genève

Logements Inoccupés et locaux commerciaux vacants<sup>1)</sup>

	Logements Inoccupés				Locaux commerciaux vacants (en m <sup>2</sup> )				
	Vacants			Total Inoccupés	Bureaux	Arcades	Ateliers	Dépôts	Total
	Vides	Meublés	Non meublés						
1981	900	29	153	1 082	5 628	5 742	3 403	7 433	22 206
1982	932	56	253	1 241	6 095	5 243	1 468	3 542	16 348
1983	*	*	*	*	*	*	*	*	*
1984	843	50	404	1 297	5 718	3 000	29	2 208	10 955
1985	959	34	353	1 346	7 528	2 524	1 587	1 874	13 513
1986	1 170	47	396	1 613	4 690	2 642	756	2 573	10 661

1) Jusqu'en 1982, relevé au 1er décembre; pas de relevé en 1983; dès 1984 situation au 1er juin.

Tableau 8.2

Canton de Genève

Mouvement des demandes de logement<sup>1)</sup> émanant de personnes congédiées ou désirant changer de logement<sup>1)</sup>

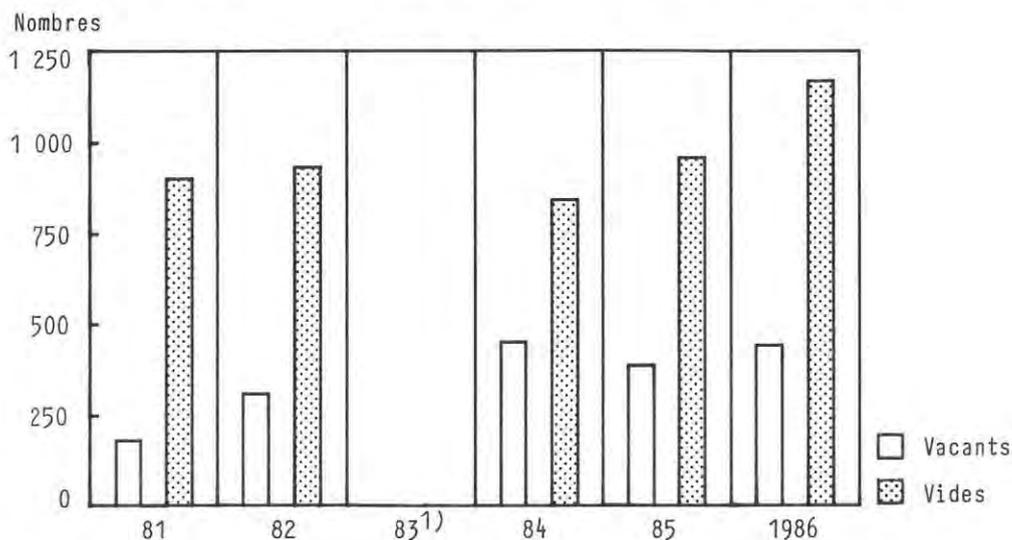
	Congédié ou sans logement	Echange	Total
1981	4 216	3 961	8 177
1982	3 864	3 562	7 426
1983	1 843	1 220	3 063
1984	2 139	1 411	3 550
1985	2 247	1 511	3 758
1986	2 344	1 737	4 081

1) Connues de l'office du logement social jusqu'en 1982 et enregistrées à l'office du logement social dès 1983 (voir texte ci-contre).

Graphique 8

Logements Inoccupés dans le Canton de Genève

Jusqu'en 1982, relevé au 1er décembre; depuis 1984, relevé au 1er juin



1) Pas d'enquête en 1983

8. LOGEMENTS INOCCUPES, NOUVELLES DEMANDES DE LOGEMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

1986 Logements inoccupés

Le nombre de logements inoccupés recensés dans les immeubles et villas du canton de Genève est passé de 1 346 au 1er juin 1985 à 1 613 au 1er juin 1986, soit une augmentation de 19,8 %. Cet accroissement porte sur les trois catégories : logements vacants non meublés et meublés, ainsi que logements vides. C'est cette dernière catégorie qui a le plus augmenté (+ 22,0 %). Les 1 613 logements inoccupés en 1986 se répartissent de la manière suivante : 1 170 logements vides, 396 logements vacants non meublés, dont 158 appartements à louer, et 47 logements vacants meublés.

Compte tenu d'une augmentation nette de 2 000 logements du parc existant, le taux de vacance reste faible : 0,24 % cette année contre 0,22 % l'année précédente.

**Demande de logements (connue de l'office du logement social)**

Depuis janvier 1983, l'office du logement social ne prend plus en compte que les demandes lui étant directement adressées. De ce fait, les chiffres ne peuvent être comparés que depuis 1983. La demande totale a augmenté de 323 (+ 8,6 %), passant de 3 758 en 1985 à 4 081 en 1986. Le taux d'augmentation est plus faible dans la catégorie des "congediés ou sans logement" (+ 4,3 %) que dans celle des "échanges" (+ 15,0 %). D'autre part, ce sont toujours les logements de 3 et 4 pièces qui font l'objet de la plus forte demande (environ les trois quarts du total).

**Locaux commerciaux vacants**

La surface totale des locaux commerciaux vacants a diminué, passant de 13 513 m<sup>2</sup> en 1985 à 10 661 m<sup>2</sup> en 1986, soit - 21,1 %. La diminution résulte principalement d'une forte réduction de la surface des bureaux.

1987 Logements inoccupés

Compte tenu de l'évolution du mouvement de la construction, on ne doit pas s'attendre à une importante évolution des taux de vacance, qui resteront faibles.

**Demande de logements**

Peu de changements à attendre : la demande, orientée à la hausse, restera forte.

**Locaux commerciaux vacants**

Les éléments d'appréciation manquent, mais une modification importante des surfaces commerciales vacantes paraît improbable.

9. COMMERCE DE DETAIL

1986 A l'échelon national, il apparaît que le commerce de détail est plus que satisfait du bilan de 1986. Dans l'ensemble, cette année aura été relativement favorable, et ce d'autant plus que 1985 avait permis d'obtenir des résultats déjà très positifs. Les augmentations de salaires des consommateurs, les ajustements fiscaux intervenus dans plusieurs régions du pays et la baisse du prix du pétrole ont eu une influence positive sur la consommation. Ces éléments ont plus que compensé l'effet négatif de la stagnation démographique et l'absence de certaines catégories de touristes.

Il s'agit bien entendu de tendances moyennes, valables pour l'ensemble de la Suisse, qui peuvent varier sensiblement d'une région à l'autre, selon leur situation économique propre.

A Genève, l'évolution des ventes dans le commerce de détail a suivi, sur le plan général, la tendance nationale. Pour les grands magasins, 1986 a été une très bonne année. Pour le secteur alimentaire, les résultats, sans être exceptionnels, suivent la tendance habituelle avec une légère augmentation de 2 à 3 %. Pour le textile, les chiffres restent très moyens, à peu près égaux à ceux enregistrés l'année dernière et donc insuffisants pour couvrir les augmentations de charges. Le commerce dit "de luxe" a, quant à lui, particulièrement souffert des conséquences négatives qui peuvent être associées à des éléments tels que la faiblesse du dollar ou la chute du nombre de clients de passage à Genève. De fortes baisses du chiffre d'affaires ont placé certains magasins dans une situation extrêmement difficile.

1987 Les experts sont unanimes à prédire que 1987 sera une année relativement bonne pour le commerce de détail. Si l'on peut s'attendre à ce que certains effets favorables de l'environnement économique enregistrés en 1986 soient moins prononcés en 1987, un nouvel accroissement des revenus des ménages devrait permettre de maintenir un bon climat sur le plan de la consommation.

En ce qui concerne Genève, les perspectives restent optimistes dans l'ensemble, si ce n'est pour le commerce de luxe qui pourrait encore souffrir des changements intervenus en 1986.

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations locales qualitatives.

10. BANQUES

1986 1986 aura été une nouvelle année particulièrement favorable pour les banques suisses.

En dépit de l'affaiblissement du dollar, le cadre conjoncturel toujours propice a permis la poursuite de l'essor des activités bancaires.

La demande de crédits est demeurée forte. Par contre, l'écart entre les taux d'intérêt créanciers et débiteurs a tendance à diminuer; cette réduction de marge est cependant largement compensée par une augmentation du volume des transactions.

En revanche, les affaires "indifférentes" ont enregistré une nette croissance, grâce, notamment, à l'excellente évolution des titres. L'internationalisation des opérations dans ce domaine se fait de plus en plus marquée, amenant les banques suisses à renforcer leur présence à l'étranger, sur les principales places financières.

Comme par le passé, les atouts fondamentaux de la Suisse qui ont contribué au bon développement des banques continueront à jouer leur rôle en ce sens.

1987 Pour 1987, les perspectives demeurent optimistes. Après plusieurs années de forte croissance des bénéfiques, il faut néanmoins s'attendre à un certain ralentissement de cette évolution.

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations locales qualitatives.

Tableau II

Canton de Genève

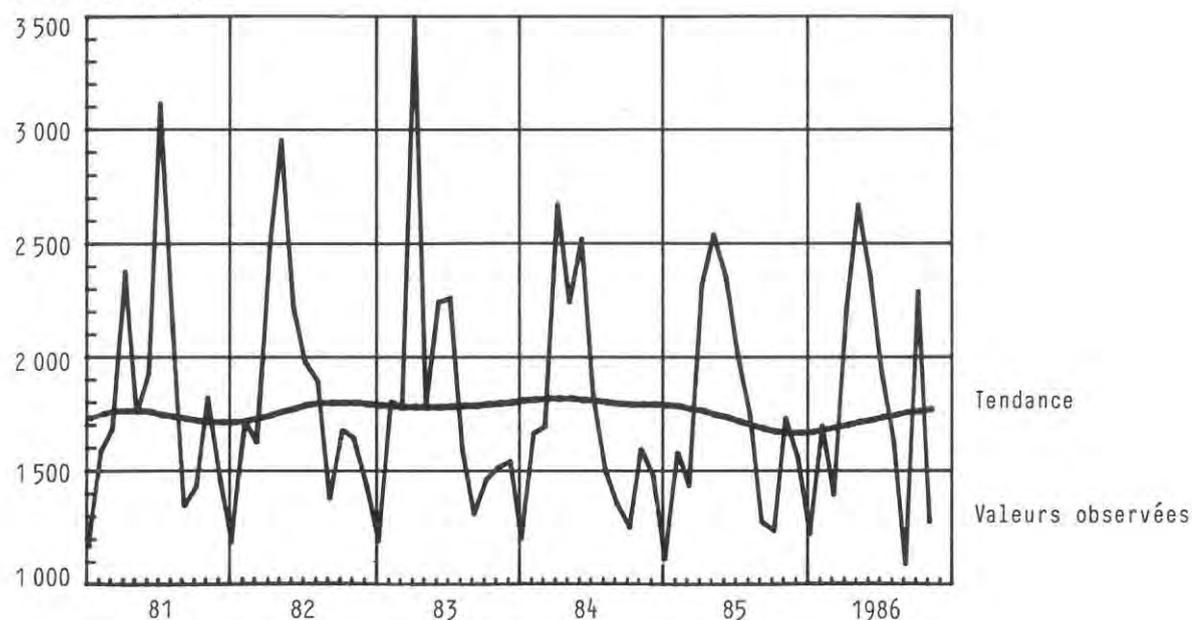
Voitures de tourisme neuves mises en circulation

	Ensemble des pays fabricants			dont		
	Total	Variation annuelle en %	RFA	France	Italie	Japon
1981	21 823	+ 4,5	7 910	3 439	4 078	4 994
1982	22 198	+ 1,7	8 571	3 218	3 721	5 301
1983	21 986	- 1,0	8 925	2 974	3 573	5 464
1984	20 928	- 4,8	8 524	2 806	3 533	5 135
1985	20 972	+ 4,2	8 292	3 213	3 075	5 289
<u>Janvier-octobre</u>						
1983	19 237	- 1,7	7 781	2 572	3 177	4 800
1984	18 342	- 4,7	7 543	2 392	3 150	4 453
1985	18 207	- 0,7	7 242	2 784	2 745	4 498
1986	18 538	+ 1,8	7 485	2 695	2 782	4 687

Graphique II

Voitures neuves mises en circulation dans le Canton de Genève

Chiffres mensuels



## 11. VOITURES NEUVES MISES EN CIRCULATION

1986 Durant l'année 1986, le nombre de voitures de tourisme neuves mises en circulation se caractérise par un revirement de tendance : après trois années de baisse, l'évolution est de nouveau à la hausse. Ainsi, entre les mois de janvier et octobre, on recense 18 538 véhicules neufs, ce qui représente une progression de 1,8 % en un an. Si le mois d'avril enregistre l'effectif le plus élevé, on peut relever que le mois de septembre est caractérisé par une hausse spectaculaire (en un an, 86 % en moyenne, avec 88 % pour l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie ainsi que le Japon et 76 % pour la France) trouvant son origine dans l'entrée en vigueur des nouvelles réglementations "voitures propres".

Envisagée sous l'angle du pays d'origine, l'analyse met en évidence une augmentation des parts de marché du Japon et de l'Allemagne et une diminution de celles de l'Italie et de la France, ces quatre pays approvisionnant le marché genevois des voitures neuves à raison de 95,2 % (94,8 % en 1985). Les voitures européennes poursuivent leur repli (74,4 % en 1986, 74,8 % en 1985); les augmentations enregistrées pour les voitures allemandes (3,4 %) et italiennes (1,3 %) permettent juste de compenser les diminutions des voitures d'origine française (- 3,2 %), britannique (- 15,7 %) et suédoise (- 4,7 %). Les véhicules en provenance de pays non européens sont en fait d'origine japonaises (98,8 %); les ventes de ces dernières voitures progressent de 4,2 % en 1986, après une année moins favorable en 1985, où la hausse atteignait 1,0 % seulement.

1987 On ne dispose pas d'informations permettant d'établir une prévision pour l'année 1987.

Tableau 12

Canton de Genève

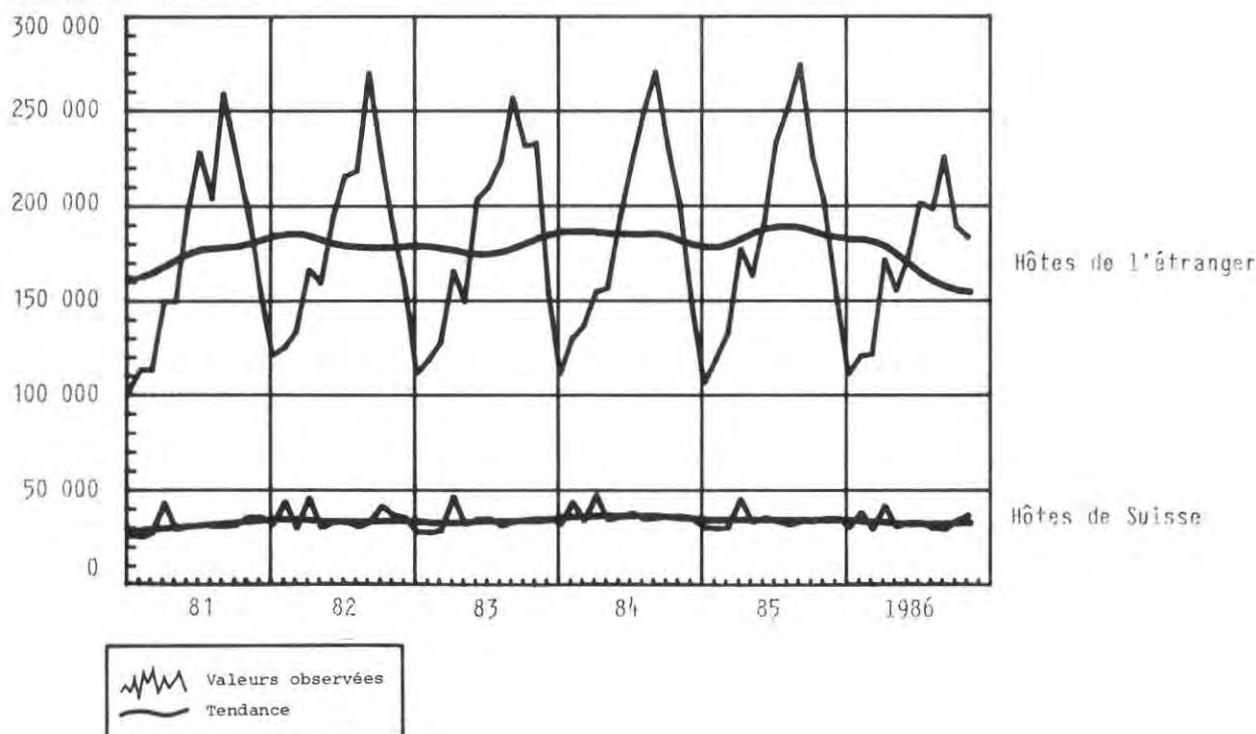
Mouvement hôtelier à Genève

	Hôtes de		Total	Gain par rapport à la période précédente			Lits disponibles	Taux d'occupation
	Suisse	l'étranger		Hôtes de Suisse	Hôtes de l'étranger	Total		
	Milliers			%				
							Nombre	%
1981	375,8	2 105,1	2 480,9	+ 12,7	+ 12,3	+ 12,3	13 802	49,2
1982	411,6	2 155,1	2 566,7	+ 9,5	+ 2,4	+ 3,5	13 612	51,7
1983	399,0	2 178,3	2 577,3	- 3,1	+ 1,1	+ 0,4	13 278	53,2
1984	435,0	2 196,5	2 631,6	+ 9,0	+ 0,8	+ 2,1	13 156	54,6
1985	398,3	2 631,5	2 626,7	- 8,4	+ 1,4	- 0,2	13 321	54,0
<b>Janvier-octobre</b>								
1983	333,5	1 914,5	2 248,0	- 4,8	+ 1,3	+ 0,4	13 310	55,6
1984	370,8	1 945,6	2 316,4	+ 11,2	+ 1,6	+ 3,0	13 188	57,6
1985	334,7	1 967,3	2 302,0	- 9,9	+ 1,1	- 0,6	13 331	56,8
1986	328,7	1 735,6	2 064,3	- 1,8	- 11,8	- 10,3	13 287	51,1

Graphique 12

Nuitées enregistrées dans les hôtels du Canton de Genève

Nuitées mensuelles



## 12. HOTELLERIE

1986 Pour l'hôtellerie genevoise, 1986 fut une année maussade, en fait la moins bonne des six dernières années. On peut déjà prévoir (il manque les derniers résultats) que la baisse annuelle du nombre de nuitées - baisse aussi bien absolue que relative - sera la plus forte enregistrée depuis 1940.

De janvier à octobre 1986, on dénombre 2,064 millions de nuitées<sup>1)</sup>, soit un recul de 10,3 % par rapport à la même période de 1985 (le recul est de 1,8 % sur le plan suisse). Le taux d'occupation des lits décroît, il passe de 56,8 % à 51,1 %. Le déficit des nuitées fut particulièrement marqué durant l'été, avec un maximum de pertes en juillet (- 19,8 %).

Pour les dix premiers mois de l'année, le canton de Genève (- 10,3 %) vient en troisième position des pertes de nuitées, derrière les cantons de Lucerne (- 19,2 %) et Nidwald (- 11,6 %). En 1985, les nuitées genevoises représentaient 7,4 % des nuitées suisses; en 1986 ce rapport s'abaisse à 6,7 %.

De janvier à octobre, la diminution est constatée pour les hôtes venant de tous les continents : - 5,8 % pour les Européens (sans les Suisses); - 23,0 % pour ceux venant d'Amérique; - 9,9 % d'Asie et - 18,9 % d'Australie/Océanie; l'apport africain, après un record en 1981, est constamment en baisse depuis lors (- 17,3 % en un an et - 30,1 % entre 1981 et 1986, toujours pour la période janvier-octobre).

Par pays de domicile, ce sont les hôtes des USA (représentant environ les deux tiers des clients du continent américain) qui viennent en tête des défections, puisque l'on enregistre 224 147 nuitées pour les dix premiers mois de l'année, soit une baisse de 29,9 % par rapport à 1985. Les attentats terroristes de Rome et Vienne en décembre 1985, le nuage radioactif en mai et la faiblesse du dollar ont incité bon nombre d'Américains à choisir d'autres destinations que l'Europe.

Malgré les craintes consécutives au nuage de Tchernobyl, les touristes japonais ne sont pas venus beaucoup moins nombreux durant les dix premiers mois de 1986 (- 1,8 %); un seul creux plus important est à signaler en juillet (- 14,0 %).

Parmi les Européens, il faut relever la lente, mais persistante baisse de fréquentation du canton par les Allemands. Principaux clients étrangers de l'hôtellerie helvétique (près d'une nuitée étrangère sur trois est attribuable aux ressortissants de la RFA), les Allemands boudent Genève.

La demande indigène a fléchi moins fortement que la demande étrangère, puisque les 328 676 nuitées enregistrées de janvier à octobre représentent un recul de 1,8 % par rapport à 1985.

1987 Les milieux professionnels prévoient peu d'améliorations pour 1987. En sus des éléments permanents et des manifestations annuelles qui font déjà l'attrait de Genève, il faut citer le "1<sup>er</sup> Salon du livre" en mai et surtout "Telecom" en octobre. Sur le plan national est lancée une campagne de promotion intitulée : "200 ans de tourisme en Suisse - un avenir pour nos hôtes". Parmi les éléments négatifs qui pourront influencer le tourisme en Europe et en Suisse en particulier, on peut retenir les attentats de Paris et les grèves des transports publics qui ont tendu le climat social français, la baisse du dollar et la chute - estimée à 39 % - des revenus pétroliers des pays de l'OPEP (OPEP qui pourrait ne plus se réunir, ou se réunir moins régulièrement à Genève) et enfin l'altération, par la pollution du Rhin, d'une certaine image de la Suisse.

---

1) Les résultats de 1986 sont encore sujets à rectification.

Tableau 13

Canton de Genève

Trafic commercial à l'aéroport de Cointrin

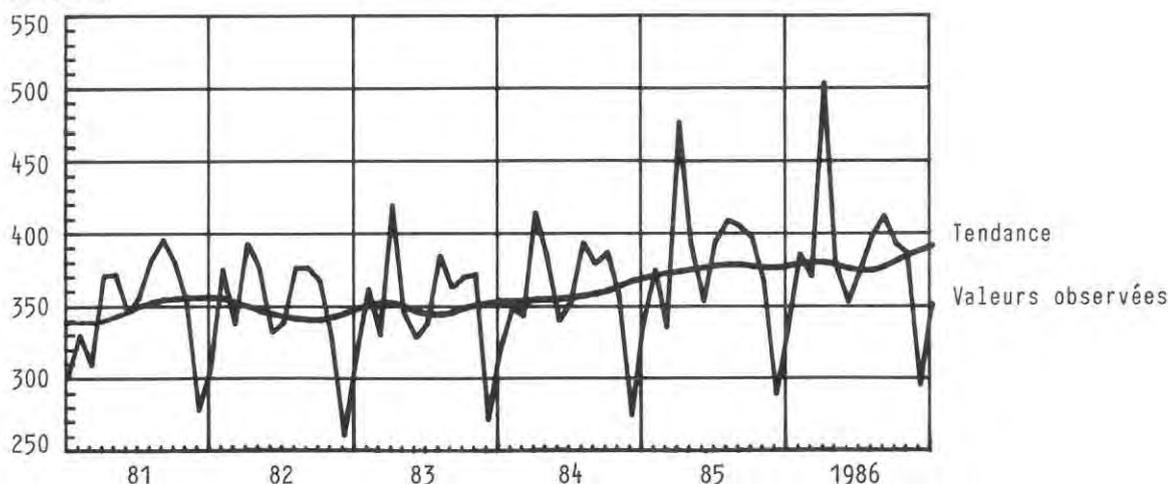
	Trafic passagers				Variation par rapport à la période précédente			
	Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local	Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local
	Total	dont local			Total	dont local		
	Nombre		Tonnes				%	
1981	4 738 938	4 180 538	66 737	32 706	+ 4,4	+ 5,5	- 2,5	- 8,6
1982	4 707 218	4 179 577	67 059	32 563	- 0,7	+ 0,0	+ 0,5	- 0,4
1983	4 747 382	4 206 803	75 453	36 441	+ 0,9	+ 0,7	+ 12,5	+ 11,9
1984	4 911 547	4 315 315	87 228	43 832	+ 3,5	+ 2,6	+ 15,6	+ 20,3
1985	5 150 596	4 526 445	89 400	46 315	+ 4,9	+ 4,9	+ 2,5	+ 5,7
1986	5 175 894	4 645 621	86 008	45 182	+ 0,5	+ 2,6	- 3,8	- 2,5

Graphique 13.a

Passagers du trafic commercial local à l'aéroport de Cointrin

Chiffres mensuels

Milliers

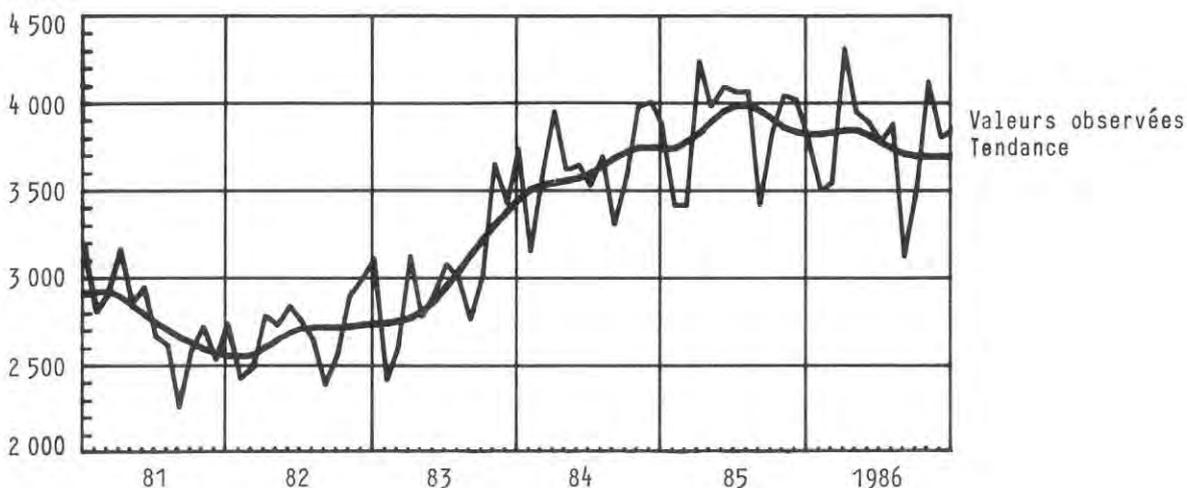


Graphique 13.b

Fret local à l'aéroport de Cointrin

Chiffres mensuels

Tonnes



### 13. TRAFIC AERIEN

#### 1986 Passagers et mouvements d'avions du trafic commercial

Le trafic passagers de l'aéroport de Genève n'a pas évolué en 1986 aussi favorablement que prévu : 5,18 millions de passagers ont fréquenté l'aéroport en 1986, soit une croissance annuelle de + 0,5 % (contre + 4,9 % en 1985). Ce premier tableau, relativement gris, mérite cependant d'être nuancé.

Il faut tout d'abord relever que les résultats du premier trimestre de 1986 ont été très positifs : avec 1,4 million de passagers, ils dépassaient de 5,4 % ceux du trimestre d'hiver de 1985 et permettaient d'augurer d'une bonne année. Malheureusement, dès le mois de mars, les résultats mensuels devenaient systématiquement inférieurs à ceux de 1985, et cela jusqu'à la fin du troisième trimestre. On ne peut s'empêcher de mettre cette trajectoire en relation avec les graves problèmes qu'a connus l'Europe durant le printemps 1986 (accident de Tchernobyl, attentats dans plusieurs pays). Certes, ce n'est qu'une hypothèse, mais elle est étayée par deux phénomènes : la contraction du tourisme (voir chapitre 12), d'une part, et du trafic charter, d'autre part. Cette dernière est une des causes principales des résultats mitigés de 1986.

##### Trafic charter

En 1986, on a dénombré 6 184 mouvements d'avions au titre du trafic charter (+ 7,8 %), alors que le nombre correspondant de passagers se fixait à 465 800 (- 6,7 %). Il paraît probable que l'offre des compagnies ait dépassé la demande, et la diminution des passagers des vols non réguliers est, probablement, la conséquence directe du marasme qui a prévalu dans le secteur touristique.

##### Trafic de transit

Le nombre de passagers en transit à l'aéroport se fixe à 571 600 en 1986. Cela représente une diminution de 8,4 % par rapport à 1985. Le SCS ne dispose pas d'informations permettant d'expliquer cette assez forte contraction, qui peut être due au réaménagement de correspondances entre des lignes de la part de certaines compagnies de transport, ou encore à la diminution de la fréquentation touristique du printemps et de l'été.

##### Trafic régulier local

L'image du trafic régulier local (sans le transit) est plus réjouissante. Les 4 124 900 passagers dépassent de 2,8 % le nombre enregistré en 1985. Il faut mentionner les résultats tout à fait positifs du dernier trimestre : durant ces trois mois, la progression du nombre de passagers atteint + 60 700 pour un total de 975 300 passagers, soit un taux de croissance de + 6,6 % par rapport à la même période de 1985.

##### **Fret**

En 1983-1984, le fret a connu un essor sans précédent à Genève. En 1985, on notait un net ralentissement dans sa croissance, la courbe de tendance semblait même annoncer un rebroussement. L'année 1986 a matérialisé ce revirement : le fret local chute de 2,4 % (45 182 tonnes transportées en 1986), le fret postal local décroît de 0,4 % (8 893 tonnes), enfin le fret en transit accuse une diminution assez forte de 6,5 % (31 933 tonnes).

1987 On ne dispose pas d'informations permettant d'établir une prévision pour l'année 1987.

Tableau 14.1

Canton de Genève

**Emplois dans le secteur International**

Situation en avril

	Organisations gouvernementales <sup>1)</sup>			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales <sup>2)</sup>
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 557 <sup>3)</sup>
1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544
1984	11 779	3 272	15 051	2 887	2 729
1985	11 918	3 258	15 176	2 857	2 749
1986	11 996	3 430	15 426	3 168	2 952

Tableau 14.2

Canton de Genève

**Réunions Internationales**

	Organisations gouvernementales <sup>1)</sup>						Organisations non gouvernementales <sup>2)</sup>		
	Total			dont organisations du système des Nations Unies					
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 815	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 935	9 917
1983	1 194	12 676	65 380	1 087	12 240	56 626	486	2 160	9 562
1984	1 194	12 535	69 701	1 055	11 847	55 304	479	2 086	10 225
1985	1 275	13 624	71 440	1 128	13 080	58 701	586	2 531	10 948

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union Internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

3) Pour l'ensemble des 87 organisations dénombrées en septembre 1982, les emplois s'élèvent à 3 152.

## 14. SECTEUR INTERNATIONAL

### 1986 Emplois

D'avril 1985 à avril 1986, le nombre d'emplois recensés dans le **secteur international** progresse de 3,7 %. Au cours des cinq années précédentes, la hausse globale des effectifs atteint 6,5 %, soit en moyenne 1,3 % par an. Une augmentation presque aussi forte qu'en 1986 a été constatée pour la dernière fois en 1980 (3,4 %). Au printemps 1986, le secteur international compte environ 22 000 emplois à Genève.

Les effectifs occupés par les **15 organisations gouvernementales (OIG)** établies à Genève augmentent de 0,8 % en un an (+ 1,1 % par an en moyenne pour les cinq années précédentes). Ils sont en baisse dans 5 organisations, progressent dans 8 et restent inchangés dans 2.

Amorcée en 1979, la baisse du nombre de fonctionnaires d'origine suisse se poursuit, mais de façon atténuée (- 0,9 % en un an), et leur proportion s'établit à 13,5 % en avril 1986 (16,6 % en avril 1979). Pour la quatrième année consécutive, l'effectif des fonctionnaires internationaux résidant dans le canton diminue (- 2,3 % en un an) alors qu'augmente le nombre de ceux résidant dans le canton de Vaud (+ 6,7 %) et en France (+ 3,8 %). En avril 1986, 54,0 % des fonctionnaires internationaux habitent dans le canton, 7,7 % dans le Pays de Vaud et 38,3 % en France. En 1978, première année pour laquelle on dispose de ces informations, 65,1 % des fonctionnaires internationaux résidaient à Genève, 4,3 % dans le canton de Vaud et 30,6 % en France.

Après avoir légèrement diminué l'année d'avant, le nombre des personnes occupées par les **missions permanentes** augmente de 10,9 % entre avril 1985 et avril 1986. Au cours des cinq années précédentes, l'effectif du personnel des missions permanentes avait progressé de 20,2 %.

Les emplois des **10 principales organisations non gouvernementales (OING)**, qui rassemblent les 4/5 des effectifs occupés par ce type d'organisation, s'élèvent de 7,4 % entre avril 1985 et avril 1986. Pendant les cinq années précédentes, ils avaient augmenté de 16,5 %. D'une année à l'autre, les effectifs de 9 OING ont progressé et ceux d'une ont très légèrement baissé. La proportion des employés d'origine suisse s'est renforcée. En 1986, elle atteint 45,8 % alors qu'elle se fixait à 40,4 % en 1980. En un an, la proportion des employés habitant le canton de Genève s'est accrue (avril 1986 : 72,5 %) comme celle des employés habitant en France (avril 1986 : 11,7 %) et les résidents vaudois ont diminué en nombre et en proportion (avril 1986 : 15,8 %). En 1978, 78,7 % des personnes occupées par les OING habitaient Genève, 10,7 % dans le canton de Vaud et 10,6 % en France.

### Réunions internationales

En 1985, le nombre de réunions et conférences internationales convoquées à Genève par les 15 OIG atteint un nouveau sommet (+ 6,8 % par rapport à 1984) comme celui des séances tenues (+ 8,7 % par rapport à 1984 où une légère baisse fut enregistrée). Les effectifs des délégués et experts progressent également (+ 2,5 %) comme on le constate chaque année depuis 1980.

Des augmentations plus sensibles sont enregistrées entre 1984 et 1985 pour les **10 principales OING** : hausses de 22,3 % du nombre de conférences, de 21,3 % du nombre des séances et de 7,1 % des effectifs des délégués. Seules 4 OIG sur 19 et 1 OING sur 10 ont vu leur nombre de conférences ou de séances diminuer en 1985.

Tableau 14.3

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales gouvernementales<sup>1)</sup> (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805
1983	1 195 717	416 114	1 611 831	135 450	83 900	219 350	1 831 181
1984	1 233 139	417 600	1 650 739	145 432	84 745	230 177	1 880 916
1985	1 281 451	473 789	1 756 240	181 972	89 081	271 053	2 026 293

Tableau 14.4

Canton de Genève

Dépenses des organisations Internationales non gouvernementales<sup>2)</sup> (milliers de F)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			Total
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319
1983	179 876	84 074	263 950	7 788	2 514	10 302	274 252
1984	189 450	95 448	284 898	8 694	1 889	10 583	295 481
1985	201 077	90 986	292 063	37 857	2 800	40 657	332 720

1) Les 15 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI, OIPC, APEF et UPOV (Union Internationale pour la protection des obtentions végétales).

2) Les 10 plus grandes organisations non gouvernementales : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole Internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI.

## 1986 Dépenses

En 1985, le montant global des dépenses des **25 organisations internationales** couvertes par la statistique annuelle du SCS s'élève à 2,359 milliards de francs. Il enregistre une hausse nominale de 8,4 % en un an - la plus forte depuis 1983 - et une augmentation de 4,2 % en termes réels (déduction faite de la hausse des prix). Au cours des cinq années précédentes, les dépenses de ces organisations ont progressé en moyenne de 6,0 % en valeur nominale et de 1,5 % en termes réels.

Le montant total des dépenses engagées pour les sièges ou offices des 15 OIG établies à Genève augmente de 7,7 % (+ 3,6 % en termes réels). Seules les dépenses d'une OIG, qui représentent 1,1 % du total, diminuent d'une année à l'autre. Contrairement à l'année précédente, les dépenses des 8 organisations du système des Nations Unies progressent plus fortement (+ 8,9 %) que celles des 7 autres organisations. La structure des dépenses reste relativement stable au cours des ans; en 1985, elle est la suivante : coût salarial : 63,1 %; dépenses courantes en biens et services : 23,6 %; dépenses d'investissements : 13,3 %. On relève toutefois une hausse plus marquée des dépenses d'investissements (+ 17,8 % en un an), en particulier des achats de biens d'équipement (+ 25,1 %), que des dépenses courantes (+ 6,3 %). Parmi celles-ci, les dépenses salariales (+ 3,9 %) croissent plus faiblement que les dépenses en autres biens et services (+ 13,5 %). La part des dépenses revenant à la Suisse s'élève à environ 1,2 milliard de francs (+ 8,2 % en un an). Le CERN a une part prépondérante dans les dépenses d'investissements des OIG (86,7 % en 1985); cette part était encore plus élevée lors des années antérieures.

La progression des dépenses des **10 principales OING** s'élève à 12,6 % en 1985 (+ 8,3 % en termes réels). Durant les cinq années précédentes, leurs dépenses totales avaient augmenté de 9,9 % par an en moyenne (+ 5,3 % en termes réels). Les 4/5e de la hausse des dépenses de l'année dernière découlent d'une très forte progression des dépenses d'investissements (+ 284,2 %), qui a pour origine d'importants achats de biens d'équipement dans une organisation. Le montant total des dépenses des OING se répartit ainsi en 1985 : coût salarial : 60,4 %; dépenses courantes en biens et services : 27,4 %; investissements : 12,2 %.

**86-87** Les perspectives annoncées en avril dernier par les OIG font état d'une stabilisation des effectifs, d'une stabilité des dépenses engagées, voire d'une légère baisse de celles-ci en raison d'un recul attendu dans une importante institution, et d'une très légère progression du nombre des réunions internationales.

Tableau 15.1

Canton de Genève

Commerce extérieur du canton de Genève<sup>1)</sup>, en poids et en valeur

	Importations			Exportations			Balance commerciale Mio F <sup>2)</sup>	Taux de couverture %
	Valeur			Valeur				
	1 000 tonnes	Mio F <sup>2)</sup>	F/Tonne	1 000 tonnes	Mio F <sup>2)</sup>	F/Tonne		
1981	1 280	4 930	3 852	97	4 399	45 492	- 531	89
1982	1 302	4 733	3 635	85	4 499	52 689	- 234	95
1983	1 447	4 795	3 313	150	4 549	30 428	- 245	95
1984	1 499	5 848	3 902	234	5 631	24 031	- 217	96
1985	1 800	5 339	2 966	208	5 443	26 160	+ 104	102
1986	2 765	5 409	1 956	151	5 206	34 376	- 203	96

Tableau 15.2

Canton de Genève

Commerce extérieur du canton de Genève<sup>1)</sup>, par région, en 1986

	Importations			Exportations		
	Valeur			Valeur		
	1 000 tonnes	Mio F <sup>2)</sup>	Variations en %	1 000 tonnes	Mio F <sup>2)</sup>	Variations en %
Europe	2 706	3 683	3,9	135	2 504	0,7
dont France	1 794	1 470	8,9	27	633	4,2
dont Italie	100	661	10,5	16	385	6,4
dont R.F.A	67	390	- 2,1	68	399	- 5,7
Afrique	8	56	18,3	3	98	- 20,2
Asie	36	900	5,6	6	1 457	- 7,7
dont Japon	27	369	29,3	1	177	6,0
Amérique	15	766	- 14,0	7	1 111	- 9,2
dont Etats-Unis	8	572	- 4,0	5	872	+ 0,2
Océanie	0	4	81,7	1	36	16,7
Total	2 765	5 409	1,3	151	5 206	- 4,3

1) Le commerce extérieur du canton est défini par rapport à l'étranger. Les échanges entre cantons sont donc exclus.

2) Les différences dues aux chiffres arrondis ne sont pas rectifiées.

## 15. COMMERCE EXTERIEUR AVEC L'ETRANGER

1986 En 1986, le canton de Genève a importé 2 765 milliers de tonnes de marchandises pour une valeur de 5,4 milliards de francs. Il en a exporté 151 milliers de tonnes pour une valeur de 5,2 milliards de francs. A titre de comparaison, les importations de la Suisse se sont élevées à 39 717 milliers de tonnes valant 73,5 milliards de francs et les exportations à 6 438 milliers de tonnes qui représentent une valeur de 67,0 milliards de francs.

En valeur, la part de Genève dans les importations suisses atteint 7,4 % en 1986. Elle était de 7,1 % un an auparavant. Pour les exportations, la part du canton est de 7,8 % contre 8,2 % un an auparavant.

Par rapport à 1985 qui, pour Genève, a été une année de recul (importations : - 8,7 %; exportations : - 3,3 %), on observe en 1986 une légère reprise des importations (+ 1,3 %). En revanche, pour les exportations, la baisse se poursuit (- 4,3 %).

Comme d'habitude, il convient de nuancer ces résultats globaux. Si l'on ne tient pas compte du commerce de pierres gemmes et métaux précieux qui met en jeu des sommes considérables, tout en étant relativement indépendant de l'activité économique générale, l'augmentation des importations se chiffre à + 2,7 % et la baisse des exportations à - 2,6 %.

### Importations

Les achats de matières premières et demi-produits régressent (- 3,9 %) et ceux des biens d'équipement stagnent (- 0,7 %). Les importations de biens de consommation s'accroissent (+ 5,1 %), en particulier celles des biens durables (+ 7,9 %).

La croissance de + 4,4 % de la valeur des importations de produits énergétiques recouvre en fait un mouvement considérable d'achats de produits pétroliers. Les quantités importées ont plus que doublé (+ 115,8 %); elles dépassent le million de tonnes. Il faut remarquer que le prix moyen a lui diminué de moitié, passant 0,65 franc par kilo en 1985 à 0,32 en 1986.

### Exportations

Comme indiqué plus haut, les exportations genevoises reculent de 4,3 %. Les ventes à l'étranger de bijouterie, déjà en déclin (- 19,8 % en 1985), accentuent leur baisse en 1986 (- 25,3 %). La métallurgie (métaux et ouvrages en métaux) voit ses ventes à l'étranger diminuer de 10,3 % alors qu'elles avaient augmenté de 9,9 % en 1985. L'expansion des exportations de produits chimiques est presque stoppée; la croissance se chiffre à + 1,9 % contre + 5,9 % en 1985.

En revanche, l'horlogerie poursuit sa progression (+ 5,2 %), cependant à un rythme moins élevé qu'en 1985 (+ 18,5 %). L'industrie des machines enregistre une nette reprise de ses ventes à l'étranger (+ 11,6 %), après une année 1985 de faible croissance (+ 2,4 %).

1987 On ne dispose pas d'éléments permettant une prévision de l'évolution du commerce extérieur du canton. A l'échelon national, les perspectives disponibles font état d'une croissance réelle des importations comprise entre 3,5 % et 4,5 % (selon les sources) et d'une augmentation plus modérée des exportations : entre 2,5 % et 3,6 %.

N.B. : les chiffres de ces prévisions portent sur les biens mais aussi sur les services.

Tableau 16.1 Canton de Genève

**Salaires versés par les entreprises du canton<sup>1)</sup>**

	1000 F	Variation en % par rapport à la période précédente
1980	5 908 383	+ 9,8
1981	6 421 309	+ 8,7
1982	7 094 363	+ 10,5
1983	7 730 114	+ 9,0
1984	8 268 250	+ 7,0
1985	8 906 386	+ 7,7
<b>1er-3e trimestre</b>		
1982	5 161 102	+ 11,1
1983	5 611 669	+ 8,7
1984	5 975 904	+ 6,5
1985	6 378 995	+ 6,7
1986	6 725 099	+ 5,4

1) Résultats de l'enquête trimestrielle auprès des administrations publiques, des grandes entreprises et des principales caisses de compensation du canton; organisations Internationales gouvernementales non comprises.

Tableau 16.2

Arrond. de Genève<sup>1)</sup>

**Mouvement de fonds total des CCP**

	Mio F	Variation en % par rapport à la période précédente
1980	59 274,7	+ 9,4
1981	64 845,3	+ 9,4
1982	70 101,8	+ 8,1
1983	76 019,9	+ 8,4
1984	81 448,8	+ 7,1
1985	87 906,0	+ 7,9
1986	94 879,8	+ 7,9

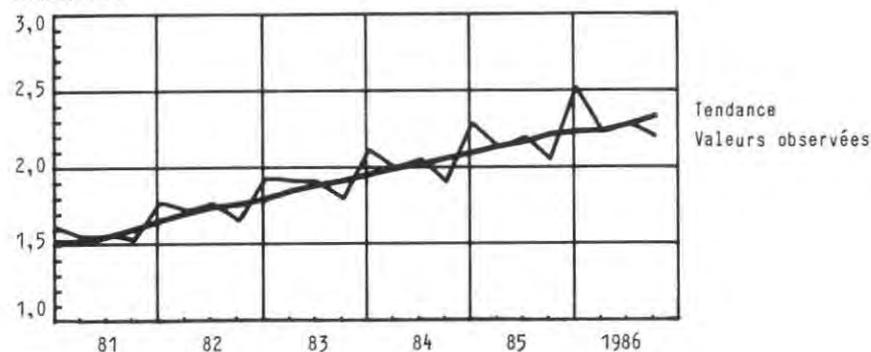
1) Arrondissement de Genève (canton plus district de Nyon et quelques autres communes vaudoises).

Graphique 16.a

**Salaires versés dans le Canton de Genève**

Totaux trimestriels

Milliards F

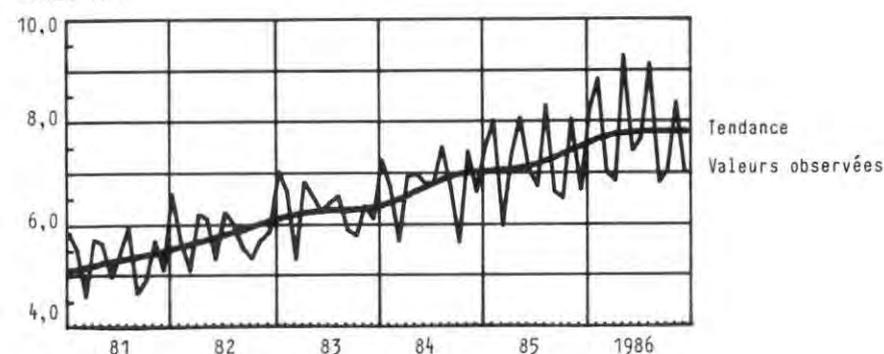


Graphique 16.b

**Mouvement de fonds des CCP dans l'arrondissement de Genève**

Totaux mensuels

Milliards F



16. SALAIRES ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP

**Salaires**

1986 La masse salariale versée par les entreprises du canton (organisations internationales gouvernementales non comprises) connaîtra vraisemblablement, en 1986, un taux de croissance proche de 7,5 %, légèrement inférieur à celui de 1985 (+ 7,7 %).

Les résultats disponibles pour les trois premiers trimestres de l'année indiquent une croissance de la masse salariale de 5,4 % en termes nominaux depuis le début de l'année et de 3,5 %, en termes réels, compte tenu d'une hausse moyenne de l'indice genevois des prix à la consommation de 1,9 %<sup>1)</sup>. Cette hausse de 3,5 % dépasse de près d'un point la progression réelle observée durant les 9 premiers mois de 1985.

1987 Les grandes banques et divers instituts qui élaborent des prévisions pour l'économie suisse prédisent une augmentation de la rémunération des salariés de l'ordre de 4,75 % à 5,0 %.

**Mouvement de fonds des CCP**

1986 Le mouvement de fonds total des CCP de l'arrondissement de Genève s'est élevé à 94,9 milliards de francs sur l'ensemble de l'année. Le taux de progression se chiffre à 7,9 % en un an. Il est identique à celui de 1985.

1987 Les prévisionnistes s'accordent pour estimer que la consommation privée devrait augmenter en 1987. D'autre part, l'inflation devrait continuer de marquer le pas. Les répercussions sur le mouvement de fonds pourraient se traduire par une croissance nominale au moins égale à celle des deux dernières années, soit environ 8 %.

---

1) La hausse de l'indice de 1,9 % est calculée en divisant l'indice mensuel moyen de la période janvier à septembre 1986 (111,4) par celui de la période janvier à septembre 1985 (109,3). Le passage de l'accroissement de la masse salariale en termes nominaux (+ 5,4 %) à l'accroissement en termes réels (+ 3,5 %) est obtenu en divisant le coefficient d'accroissement de la masse salariale (1,054) par celui de l'indice (1,019).

Tableau 17

Canton de Genève

Variations annuelles de l'Indice genevois des prix à la consommation, de décembre à décembre, (en %)

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<b>Indice général</b>	<b>5,5</b>	<b>5,3</b>	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>	<b>4,3</b>	<b>1,0</b>
. dont selon le groupe de dépenses						
Alimentation	7,8	5,9	4,2	3,2	3,9	1,9
Boissons et tabacs	6,0	6,2	0,8	2,3	3,8	2,3
Habillement	5,8	5,1	4,8	2,9	4,5	3,7
Loyer	3,0	7,9	4,6	4,7	5,7	5,0
Chauffage et éclairage	6,3	6,7	- 6,1	6,9	3,2	-29,8
Aménagement et entretien du logement	4,9	4,7	2,0	2,0	2,7	2,6
Transports et communications	2,2	1,9	1,3	3,4	2,8	- 2,5
Santé et soins personnels	7,2	4,3	5,1	1,8	2,6	3,2
Instruction et loisirs	7,1	4,5	3,9	2,2	6,1	3,7
. dont selon le genre de biens						
Marchandises	6,0	4,7	1,9	2,1	2,8	- 2,2
. Marchandises non durables	6,4	5,4	2,0	2,3	3,1	- 2,9
. Marchandises durables	3,9	1,5	1,5	1,2	1,4	1,6
Services	4,9	5,9	4,4	4,4	5,7	4,1
. Services privés	5,5	6,2	4,2	3,4	5,8	4,6
. Services publics	0,6	3,8	5,9	10,7	4,8	1,3
. dont selon l'origine des biens						
. Marchandises et services indigènes	5,5	5,6	3,9	3,9	4,7	3,5
. Marchandises importées	5,2	4,3	1,4	1,7	3,1	- 5,3
Variations des moyennes annuelles de l'Indice général	5,3	4,9	4,1*	3,7	4,0	1,7
<u>Pour information : Indice suisse</u>						
. Variations annuelles (déc.-déc.)	6,6	5,5	2,1	2,9	3,2	0,0
. Variations des moyennes annuelles	6,5	5,7	2,9*	2,9	3,4	0,8

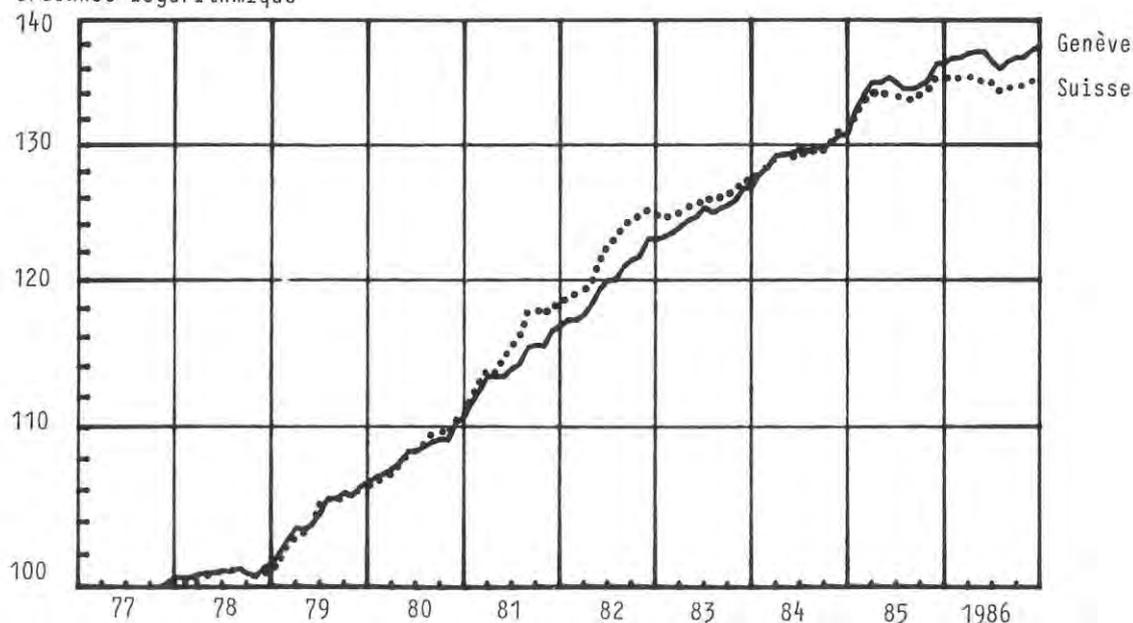
\* Changement de base de l'Indice en décembre 1982. La variation moyenne de 1982 est obtenue par raccordement.

Graphique 17

Indices des prix à la consommation (septembre 1977 = 100)

Chiffres mensuels

Ordonnée logarithmique



17. PRIX A LA CONSOMMATION

1986 Le taux annuel de renchérissement, calculé de décembre à décembre, s'établit à 1,0 % à Genève en 1986. C'est le plus faible enregistré depuis 1978 et il est nettement inférieur aux moyennes des augmentations annuelles de prix des cinq et dix dernières années (4,3 % par an, en moyenne, entre fin 1980 et fin 1985; 3,4 % par an, en moyenne, entre fin 1975 et fin 1985). En 1986, les prix se sont légèrement plus orientés à la hausse au second semestre qu'au premier (+ 0,9 % - dont + 0,6 % au quatrième trimestre - contre + 0,1 %).

En 1986, le niveau de l'indice suisse des prix à la consommation n'a pas varié en douze mois (+ 0,0 %). Décomposée par groupe de dépenses, genre de biens et origine des biens, l'évolution de l'indice suisse en 1986 est systématiquement plus "modérée" que celle de l'indice genevois : les hausses sont plus faibles et les baisses plus accentuées. Une telle stabilité des prix est inconnue depuis 1959. Pendant les trois précédentes années, l'augmentation de l'indice suisse des prix à la consommation fut également inférieure à celle de l'indice genevois. Globalement, en quatre ans, l'écart atteint 3,3 %, soit 0,8 % par an, en moyenne. Les différences d'évolution les plus marquées concernent les loyers (écart de + 7,5 % entre Genève et l'ensemble de la Suisse), le chauffage et l'éclairage (+ 7,5 %) - en raison d'ajustements différenciés des tarifs de l'électricité et du gaz - l'alimentation (écart de + 3,3 %) et l'habillement (écart de + 3,3 %).

En 1986, la Suisse s'inscrit à nouveau dans le peloton de tête des pays à bas taux de renchérissement. En novembre, dernier mois disponible pour des comparaisons internationales, des taux annuels négatifs de renchérissement étaient constatés en Allemagne (- 1,2 %), au Luxembourg (- 1,2 %), au Japon (- 0,3 %), aux Pays-Bas (- 0,2 %) et en Suisse (- 0,1 %), qui occupe ainsi le cinquième rang. La Belgique (+ 0,5 %), l'Autriche (+ 1,2 %), les Etats-Unis (+ 1,3 %) et la France (+ 2,1 %) connaissent actuellement aussi une relative stabilité des prix. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux annuel de renchérissement se fixe à 2,2 % en novembre 1986. C'est le taux annuel le plus faible enregistré depuis avril 1964.

En 1986, à Genève, non seulement l'amplitude du mouvement des prix a diminué par rapport aux années précédentes, mais encore son intensité : en moyenne, pendant l'année, 11,1 % des prix ont augmenté entre deux relevés successifs et 8,2 % ont diminué, alors que, pour les cinq années précédentes, ces proportions furent, en moyenne, de 13,3 % pour les majorations de prix et de 7,1 % pour les baisses.

L'évolution des prix en 1986 est marquée par le recul des prix des produits pétroliers (- 36,1 % en un an) qui a largement atténué la hausse de l'ensemble des autres biens et services (+ 3,2 % en un an). En fin d'année, le prix relatif des produits pétroliers était inférieur à celui de 1972, année précédant le premier choc pétrolier. Globalement, les prix des marchandises importées ont diminué de 5,4 % alors que les biens et services indigènes ont renchéri de 3,5 %. Décomposée par genre de biens, la hausse annuelle des prix révèle une baisse de 2,2 % des marchandises (- 2,9 % pour les biens non durables, + 1,6 % pour les marchandises durables) et une hausse de 4,1 % des services (+ 1,3 % pour les services publics et + 4,6 % pour ceux offerts par l'économie privée). Parmi les services, les plus fortes majorations portent sur les spectacles, les primes d'assurance RC pour voiture, les tarifs hospitaliers, les services des coiffeurs et les loyers. Ces hausses expliquent les variations plus sensibles de certains groupes de dépenses : loyer, instruction et loisirs, santé et soins personnels. En plus de ces groupes, l'habillement a aussi subi un renchérissement assez prononcé en 1986.

1987 La plupart des prévisions d'évolution des prix à la consommation pour la Suisse font état d'une légère reprise du mouvement des prix en 1987 et indiquent comme probable un taux annuel de renchérissement compris entre 1,3 % et 2,0 % pour 1987. En raison des écarts constatés récemment entre l'évolution des indices suisse et genevois et de leur nature, notamment des différences dans le mouvement des loyers, le SCS considère comme probable un taux annuel de renchérissement de l'ordre de 1,5 % à 2,5 % à Genève en 1987. Cette légère accélération du mouvement des prix devrait se poursuivre en 1988, où leur hausse annuelle pourrait s'élever à environ 2,5 % à 3,5 %. Les prévisions de prix sont actuellement particulièrement difficiles en raison d'incertitudes affectant l'évolution des prix du pétrole et l'ampleur de la revalorisation du cours du franc. Ces perspectives tablent sur un ralentissement de l'augmentation des prix de la plupart des biens et services. En effet, les prix des produits pétroliers ne joueront certainement plus un rôle modérateur en 1987 et, sans leur recul, la hausse des prix aurait atteint 3,0 % à Genève en 1986 (au lieu de 1,0 %). Parmi les facteurs de stabilisation des prix, on relève les répercussions de la baisse des produits pétroliers, la dépréciation du dollar, l'appréciation du franc, l'orientation inchangée de la politique monétaire de la BNS, les hausses modérées des salaires nominaux, favorisées par la stabilité des prix de 1986, et la poursuite du ralentissement de la croissance économique. Toutefois, compte tenu notamment des nombreuses imperfections de la concurrence en Suisse, il paraît difficile d'envisager, sauf événements extraordinaires (envolée du cours du franc, dépression économique, chute des prix du pétrole), des taux de renchérissement régulièrement inférieurs à environ 3 %, ce chiffre étant souvent qualifié de "socle inflationniste".

## Collection «Aspects statistiques»

### 1984

- No 40 — Evolution de l'emploi dans l'industrie genevoise de 1966 à 1982 (Avril 1984, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 41 — Prix à la consommation et loyers. Evolution 1983-84 à Genève (Juillet 1984, 27 pages, prix: 5 F.)
- No 42 — Recensement fédéral de la population 1980.6: Population active et mouvements pendulaires (Décembre 1984, 76 pages, prix: 10 F.)

### 1985

- No 43 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1<sup>er</sup> juin 1984 (Mars 1985, 16 pages, prix: 5 F.)
- No 44 — Recensement fédéral de la population 1980. 7: Conditions d'habitation des ménages; occupation en termes de pièces (Mai 1985, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 45 — Recensement fédéral de la population 1980. 8: Conditions d'habitation des ménages; occupation en termes de surface, statut d'occupation (Juillet 1985, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 46 — Recensement fédéral de la population 1980. 9: Conditions d'habitation des ménages par commune et quartier de la ville de Genève (Août 1985, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 47 — Le mouvement de fonds des comptes de chèques postaux à Genève de 1960 à 1984 (Septembre 1985, 16 pages, prix: 5 F.)
- No 48 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1<sup>er</sup> juin 1985 (Octobre 1985, 20 pages, prix: 5 F.)

### 1986

- No 49 — Evolution de la population étrangère à Genève 1981-1984; catégorie de permis et type de mouvement (Janvier 1986, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 50 — Evolution de l'emploi à Genève (Février 1986, 40 pages, prix: 5 F.)
- No 51 — Commerce extérieur du canton de Genève selon le mode de transport (1972-1984), l'emploi et la nature des marchandises (1982-1984) (Avril 1986, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 52 — Recensement fédéral de la population 1980. 10: Structure professionnelle de la population résidente active du canton de Genève (Juin 1986, 28 pages, prix: 5 F.)
- No 53 — Le point sur les statistiques de l'énergie dans le canton de Genève (Novembre 1986, 32 pages, prix: 5 F.)
- No 54 — Les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants à Genève. Résultats de l'enquête au 1<sup>er</sup> juin 1986 (Décembre 1986, 16 pages, prix: 5 F.)
- No 55 — Economie genevoise: rétrospective 1986 (Février 1987, 48 pages, prix: 10 F.)